

la Vie Ouvrière

REVUE SYNDICALISTE BIMENSUELLE

Paraissant le 5 et le 20

SOMMAIRE

EUGÈNE VARLIN

Un oublié.....	P. M.
Varlin ouvrier.....	L. DESCAVES.
Lettres de Varlin à Aubry.	
Les sociétés ouvrières.....	E. VARLIN.
Un souvenir de la « Marmite ».....	CH. KELLER.
Varlin conspirateur.....	J. GUILLAUME.
La mort de Varlin.	
(Deux hors-texte {	Portrait de Varlin.
	Esquisse de M. Luce : La mort de Varlin.

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

96, Quai Jemmapes

PARIS (X^e)

Prix de ce numéro spécial : 0 fr. 75

LA VIE OUVRIÈRE

Revue syndicaliste bi-mensuelle paraissant le 5 et le 20

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

FRANCE, ALGÈRIE & TUNISIE		EXTÉRIEUR	
TROIS MOIS.....	2 fr. 50	TROIS MOIS.....	3 fr.
SIX MOIS.....	5 fr. »	SIX MOIS.....	6 fr.
UN AN.....	10 fr. »	UN AN.....	12 fr.

PRIX DU NUMÉRO : France : 0 fr. 50. — Extérieur : 0 fr. 60.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction et à l'Administration à PIERRE MONATTE, 96, quai Jemmapes, Paris-x^e.

HEURES DE PERMANENCE :

Tous les jours en semaine, de 9 heures à midi et de 2 heures à 7 heures. — Le lundi soir, de 9 à 11 heures. — Le dimanche, de 9 heures à midi.

A LIRE :

		Franco
DANIEL HALÉVY : La Jeunesse de Proudhon..	2.40	2.65
P. KROPOTKINE : La Science moderne et l'Anarchie	2.75	3 »
P. HAMP : La Peine des Hommes : Marée fraîche et Vin de Champagne.....	3 »	3.25
NORMAN ANGEL : La Grande Illusion.....	1.25	1.25
O. MIRBEAU : Dingo.....	3 »	3.25
EDOUARD VAILLANT : Pour la Journée de huit heures et la Semaine anglaise.....	0.25	0.30

POUR PARAÎTRE LE 1^{er} JUIN :

Léon CLÉMENT et Maurice BOUCHOR

LES GROUPES DE PUPILLES

L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE

DANS LES MILIEUX OUVRIERS

Prix : 0 fr. 60

Editions de la Vie Ouvrière

Un oublié

« Ce mort-là, est tout aux ouvriers. »

C'est par ces mots que Lissagaray, dans son Histoire de la Commune, termine le récit de la mort de Varlin.

Tout aux ouvriers; pourtant la classe ouvrière ignore jusqu'à son nom. Les relieurs parisiens ignorent que Varlin fonda leur premier syndicat; le syndicalisme ignore que Varlin fut, en 1869, le secrétaire et l'âme de la première Union des syndicats parisiens, la Chambre fédérale des sociétés ouvrières de Paris.

N'est-il pas le premier militant du syndicalisme l'homme qui écrivait, en mars 1870: « Les sociétés... corporatives forment les éléments naturels de l'édification sociale de l'avenir; ce sont elles qui pourront facilement se transformer en associations de producteurs; ce sont elles qui pourront mettre en œuvre l'outillage social et organiser la production » ?

Aussi nos lecteurs comprendront-ils que nous ayons consacré ce numéro tout entier de la Vie ouvrière à faire revivre la mémoire de Varlin. Ce numéro de quatre-vingts pages a été encore trop étroit, force nous a été de remettre la publication de maints documents, notamment les débats du deuxième procès de l'Internationale (1868), où Varlin présenta la défense commune.

Mais tel quel, notre numéro d'aujourd'hui présente ce qu'il y a d'essentiel dans la vie d'ouvrier, dans l'action de propagandiste, dans la pensée de Varlin. C'est le Varlin de 1869 et 1870, le Varlin de trente ans, à la force de l'âge, à la pleine maturité de la pensée, le Varlin qu'assassinèrent, le 28 mai 1871, les soldats versaillais, que nous avons fait revivre.

Sa belle figure est redressée. Il faut qu'elle vive au milieu de nous. Elle nous communiquera un peu de la foi qui les grandissait, eux, nos aînés.

30 €
A. J. J. J.
hist soult

} 50d. 1839
} 26 Mai 1891

Eugène Varlin ouvrier ⁽¹⁾

Louis-Eugène Varlin, né le 5 octobre 1839, au hameau de Voisins, commune de Claye (Seine-et-Marne), fut, au sortir de l'école, envoyé à Paris, en apprentissage.

Faillit, son biographe le plus souvent consulté (on peut même dire le seul), commet quelques erreurs.

Il écrit :

« Sa mère le plaça, à treize ans, chez un frère à elle, M. Duru, relieur à Paris, rue du Pont-de-Lodi... La régularité, l'habileté au travail, les goûts studieux de Varlin lui conquièrent l'affection de son oncle. Celui-ci en vint un jour à lui parler d'un mariage avec une de ses nièces et de la cession de son établissement. Le jeune homme le remercia, lui déclara nettement qu'il n'exploiterait jamais les ouvriers, qu'il ne se marierait point, ayant sa famille toute faite, celle des opprimés.

« M. Duru demeura stupéfait. Pendant plusieurs mois, il essaya des conseils, des remontrances. Vainement. La ténacité de son neveu l'exaspéra jusqu'à la haine. Varlin dut quitter la maison. Despierres l'embaucha et en fit bientôt son contremaître. »

Il importe de rectifier. Je puis le faire grâce aux indications que m'ont fournies, avec empressement, Louis Varlin, frère d'Eugène, Boyenval, Vauthrin et Nathalie Le Mel, ses amis, et des meilleurs.

(1) Extrait d'une *Vie de Varlin*, à paraître.

D'accord avec Duru, qui était d'un commerce difficile, les parents de Varlin le confièrent, au début, à un relieur de la rue du Pont-de-Lodi. Mais l'homme était dur à ses ouvriers, les nourrissait mal..., en sorte que l'oncle Duru, surmontant ses scrupules, finit par consentir à recevoir son neveu. Mais l'adolescent ne profita guère de l'arrangement. Son nouveau patron était violent et sans indulgence. Il dut, au bout de quelque temps, déloger encore, muni de ce certificat :

« Je soussigné certifie que le sieur Louis-Eugène Varlin a fait son apprentissage et est sorti de chez moi le 10 décembre 1854.

M. H. DURU,
relieur, 16 rue des Prouvaires. »

La sécheresse de cette attestation confirme dans l'idée que l'oncle et le neveu ne sympathisèrent pas et furent trop heureux de se séparer. Ce n'était pas toujours dans l'atelier de famille que l'apprenti d'autrefois trouvait la patience et la douceur. Aussi n'aspirait-il qu'à s'émanciper relativement auprès d'un étranger dont la sévérité, du moins, ne se manifestait pas hypocritement sous le couvert de l'adage : Qui aime bien, châtie bien. Il gagnait, en réalité, quelque chose au change : l'indépendance du cœur.

Duru, qui se complaisait dans son ignorance générale, ne comprit rien à l'appétit d'instruction que montrait déjà le petit Varlin. On lui demandait d'habiller convenablement les livres et non de mettre le nez dedans.

La caque aime son odeur au point de vouloir que tout, autour d'elle, sente le hareng.

Quand on lui parlait de son neveu, l'intraitable Duru répondait : « Un neveu ? Je n'ai pas de neveu ! Varlin ?... Connais pas ! »

Quoi qu'il en soit, à la fin de 1854, âgé de quinze ans et deux mois, le moineau franc prit sa volée.

Faillet anticipe, lorsqu'il dit que Despierres l'embaucha et en fit son contremaître. Pas si vite! Ce n'est point à un jeune homme de seize ans, si habile soit-il dans sa partie, que l'on confie la direction d'un atelier.

Ici encore, nous apporterons des précisions :

On sait qu'aux termes de la loi du 22 juin 1854, article premier, les ouvriers de l'un et de l'autre sexe, attachés aux manufactures, usines, fabriques, ateliers, etc..., ou même travaillant chez eux pour un patron, étaient tenus de se munir d'un livret.

Celui de Varlin, qui a été conservé, nous permet de le suivre, à partir du moment où il quitta son oncle, jusqu'en 1858 :

Du 25 avril 1855 au 26 juillet 1856, Varlin (qui demeurait alors 22, rue Fontaine-au-Roi) travailla chez le relieur Boutigny, 5, rue Mignon;

Du 30 juillet au 30 août 1856, chez Sauvage, 15, rue Rochechouart;

Du 2 septembre 1856 au 28 février 1857, chez Krantz, rue des Poissonniers, à la Chapelle-St-Denis;

Du 8 au 23 mai 1857, chez Grégoire, 27, rue Saint-Sulpice;

Du 25 octobre au 20 novembre 1857, chez Thompson, rue Casette;

Du 1^{er} décembre 1857 au 26 juin 1858, chez Niédree, passage Dauphine.

Les inscriptions au livret, toutes légalisées par le commissaire de police, s'arrêtent là.

Ce n'est que beaucoup plus tard, vers 1864, que Varlin entra, en qualité de contremaître, chez Mme veuve Despierres, qui n'occupait, d'ailleurs, que peu d'ouvriers. C'était une maison estimée. Il faut le dire, une fois pour toutes, afin de confondre les détracteurs qui ont dénié à Varlin la capacité profes-

sionnel'e. Tous les témoignages que j'ai recueillis le lavent de cette calomnie. Il ne se vantait pas lorsque, posant sa candidature à la délégation, en 1867, avec Wynants et Delacour, il disait à ses camarades : « Ma spécialité est *couvreur* pour la reliure pleine, mais je puis tout faire au besoin. » Il connaissait à fond son métier, et les meilleures maisons recherchaient sa main exercée.

Le bât, à dix-sept ans, ne le blessait pas là. D'autres connaissances lui faisaient défaut. Il brûlait de les acquérir. Sa journée gagnée, et gagnée irréprochablement, il consacrait tous ses loisirs à l'étude et meublait son cerveau. Du nécessaire, d'abord. Il avait à peu près tout à apprendre. Il savait seulement lire, écrire et compter; et tout ce qu'il ignorait le sollicitait à la fois. Rien ne le rebutait, ni les difficultés, ni la fatigue. Il gardait sur son front la clarté de la lampe. Il eût voulu étreindre l'arbre de science et, sans guide, il n'arrivait qu'à toucher l'extrémité de quelques rameaux, au prix d'efforts extraordinaires pour se hausser.

Mais, de cela aussi, il faut donner la preuve.

C'est aisé. J'ai retrouvé les cahiers d'école de Varlin, et l'écolier avait vingt ans! Quelle émotion j'ai éprouvée devant ces *devoirs* de l'homme que j'admirais déjà! Lui, mort?... Allons donc! Je saisissais sur le vif, en éveil, en ébullition, ce pur esprit, avide de tout savoir pour tout répandre! Il s'ensemait pour nourrir les autres de sa récolte. Il avait le pressentiment de sa fécondité.

En 1860, Varlin suivit, le soir, les cours de l'Association philotechnique, à la section de la Sorbonne, rue des Poirées. Il avait pour professeur de français M. Asselin, du collège Rollin. C'est lui-même qui va rendre témoignage à l'élève le plus digne d'encouragement.

5 mars 1861. Au bas d'un exercice dans lequel il faut faire entrer les mots: halle, huile, horizon, hiver, hache, hasard, leçon, façade, arc-en-ciel:

Excellent travail. Je vous félicite du tour et du ton de votre composition, que je trouve fort ingénieuse.

(Le professeur s'est contenté de corriger les fautes d'orthographe; il n'appuie pas dessus.)

Au bas d'un autre exercice, où Varlin raconte l'emploi d'un dimanche, au Jardin des Plantes et au Musée du Louvre:

Vous faites des tours de force en faisant entrer dans une composition où tout s'enchaîne les mots détachés que je vous fournis; mais vous vous tirez d'affaire avec tant d'adresse et de naturel, qu'on vous lit avec beaucoup d'intérêt. Courage! Tâchez d'arriver à la correction cette année et, l'année prochaine, vous suivrez avec succès le cours de seconde année.

20 mars. Exercice sur les mots: aigle, amour, couple, délice, foudre:

De plus fort en plus fort. Recevez mes très sincères salutations; votre composition est très ingénieuse pour le fond, naturelle et concise dans la forme. J'espère que vous me donnerez bientôt le plaisir de vous louer, sans avoir de réserves à faire pour l'orthographe.

Une autre fois, sur son cahier, dont il a lui-même broché les feuillets, Varlin termine ainsi une analyse grammaticale:

« Monsieur Asselin, je regrette beaucoup de n'avoir pas pu faire ma petite composition, mais le temps m'a manqué. Je pense pouvoir vous la donner la semaine prochaine, avec celle d'aujourd'hui. »

Et le professeur, qui sait maintenant à quoi s'en tenir sur la bonne volonté de son élève, répond :

Vous n'êtes pas tenu de tout faire; si, cependant, vous pouvez trouver le temps d'achever ce devoir, je vous en saurai gré.

Oh! vous pouvez juger ces détails fastidieux et même en ricaner, cancren privilégiés qui avez fait à dix ans, et au lycée, les mêmes devoirs que Varlin, majeure et las d'une journée d'atelier. Les rieurs sont de votre côté, mais la joie est du sien. Vous sortez des grandes écoles à l'âge où il allait à la petite... Mais les fruits qu'il en rapportait et qui fondaient dans sa bouche, n'ont jamais eu, dans la vôtre, qu'un insipide goût de pensum et de cendre!

Varlin n'apprenait pas que le français au cours du soir. Il était non moins assidu aux cours de comptabilité, de géométrie, et il allait encore à l'école du chiffre, autrement dit du chant, enseigné par la méthode Galin-Paris-Chevé, rue de l'Arbalète. Et ce n'est pas tout: il s'initiait aussi dans la sténographie!

Dès son jeune âge, il avait aimé la musique. Il collectionnait les recueils de chansons populaires; il s'en rinçait la bouche en travaillant. Plus tard, son goût s'épura. Il copiait, de sa main, sa partie dans les chœurs d'opéras et d'opéras-comiques de la Société des anciens élèves d'Emile Chevé. Il avait une voix de basse agréable et chantait juste.

A la fin de l'année scolaire 1860-1861, la distribution des prix de l'Association philotechnique eut lieu, le 9 février 1862, au cirque de l'Impératrice, sous la présidence du ministre de l'Instruction publique, Rouland. Varlin était récompensé de ses efforts par un 2^e prix de langue française, un 2^e prix de comptabilité et une 2^e mention en géométrie.

Il méritait ainsi que lui fût décerné, au nom du prince impérial, un des livrets de caisse d'épargne accordés, à titre d'encouragement, à quinze élèves remarquables.

J'ai eu la curiosité de rechercher, dans le palmarès de cette même année, d'autres noms que le temps a fait sortir de l'ombre.

Je n'en ai trouvé qu'un, mais notable, celui d'Auguste Rodin, sculpteur, avec une 2^e mention... d'hygiène; professeur, le D^r Taurin.

Les palmarès des années suivantes sont muets à l'égard de Varlin, Eugène. Mais son frère, Louis, expéditionnaire chez un notaire, y figura trois fois en 1862-1863, une fois en 1863-1864, et une dernière fois en 1864-1865.

Enfin, je sais que les deux frères reçurent, en 1864, des leçons de latin d'un professeur libre fort distingué, Jules Andrieu, qui demeurait alors rue de Ménilmontant. C'est à son nouveau domicile, rue Larrey, que fut fondée, en 1865, la *Tribune ouvrière*. Il avait écrit pour la bibliothèque populaire de l'école mutuelle une excellente *Histoire du moyen âge*. Il siégea, sous la Commune, à l'Hôtel de Ville, et fut délégué aux travaux publics.

D'autres amis de Varlin, le ciseleur Albert Theisz, délégué aux Postes, en 1871, et le mécanicien Drouchon, directeur du Comité d'artillerie, furent aussi lauréats, en ce temps-là, de l'Association philotechnique pour l'instruction gratuite des ouvriers. Le travail leur procurait, avec le pain quotidien, les moyens de s'instruire. Mieux vaut tard que jamais. Ils illustraient la belle parole: l'homme ne vit pas de pain seulement. Ils nourrissaient ensemble leur corps et leur cerveau. Ils expliquent l'aisance avec laquelle le peuple s'exprima, dans les conseils administratifs de la Commune. Ils s'y montrèrent moins empruntés qu'un des fonctionnaires qu'ils remplaçaient ne l'eût été à l'atelier. Ils assurèrent du jour au lendemain les services publics désorganisés par la fuite de leurs directeurs.

Varlin avait un appétit robuste, mais il était sobre, ne buvait pas, ne fumait pas et dépensait onze sous à son déjeuner. Il tirait de lui-même, d'une nature géné-

reuse et d'une intelligence fertile, tous ses excitants. Il paraissait froid et n'était que réfléchi. Il parlait peu. Il écoutait avec les yeux autant qu'avec les oreilles. Il avait ce regard pénétrant que l'honnête homme seul peut soutenir. Il lisait beaucoup et profitablement. Ses lectures ne traversaient pas son esprit, comme une eau courante. Il établissait des barrages et, penché sur le flot, y cherchait son image. Je dirai ce qu'il pensait des *Misérables*, de Victor Hugo, en tant que roman social. Varlin ne s'y était reconnu dans aucune des imaginations ruisselantes du poète. Varlin ne se payait pas de verbe.

En 1859, il avait tiré au sort et amené le n° 51. Il fut exempté du service militaire pour varicocèle.

Cependant, il était las de la vie de garni. Il voulait pouvoir recevoir ses amis sans que la police eût vent de leurs propos. Au mois de juillet 1862, il se mit dans ses meubles.

Il acheta pour 90 francs, au *Roi Clovis*, montagne Sainte-Geneviève, un lit, un sommier, une commode, une table et deux chaises, versa 20 francs d'arrhes et emménagea 33, rue Dauphine, à l'Hôtel d'Aubusson.

Je ne passe jamais devant la maison sans regretter l'absence d'une plaque commémorative indiquant que Varlin demeura là de 1862 à 1871.

C'est un vieux logis, l'ancien bureau des voitures de Fontenay-aux-Roses. Lefeuve, dans une notice écrite en 1859, dit que l'Hôtel s'appelait autrefois Dauphine et louait, sous Louis-Philippe, des chambres garnies aux étudiants du quartier Latin. Il en abritait encore en 1862, mais à des conditions trop onéreuses pour un ouvrier, lors même que Varlin n'eût pas eu de bonnes raisons pour vouloir être chez lui. Il préféra donc occuper au dernier étage, sous les toits, une des chambres que le propriétaire de l'hôtel laissait à quelques locataires le soin de meubler eux-mêmes.

Varlin payait pour la sienne un loyer de 150 francs. Tel était l'hôtel en 1862, tel il subsiste, au fond de la cour, à cela près qu'une double porte ferme à présent cette cour, où l'on avait accès, autrefois, tout de go.

Combien d'amis de Varlin ont franchi ce seuil ! Plusieurs vivent encore : Nathalie Le Mel, Boyenval, Vauthrin, Camélinat..., et j'ai pu les interroger.

Vauthrin, doreur, fut, pendant quelque temps, le voisin de palier de Varlin et s'émeut en parlant de lui...

Mais voici qu'un fantôme pousse la porte et nous sert d'introduit. C'est le relieur Adolphe Clémence, ancien membre de la Commune lui aussi, qui écrivait, en 1885, dans la *Revue socialiste* de Malon :

« Il s'installa chez lui et différents patrons lui donnèrent du travail à façon. L'unique chambre-mansarde qu'il occupait, rue Dauphine, 33, était le rendez-vous des camarades. Tout en *parant* les peaux qui devaient revêtir les volumes, *couvrant* ces derniers, les habillant de velours, de veau ou de maroquin, ...il ne négligeait aucun des devoirs qu'il s'était imposés. Sa tâche manuelle accomplie, la mansarde devenait salle d'étude ou de réunion, les questions d'organisation économique s'y discutaient avec autant de patience que de sagacité. A côté des revendications sociales, venait aussi la question politique. « La révolution politique et les réformes sociales s'enchaînent « et ne peuvent aller l'une sans l'autre », écrivait-il, le 6 août 1869, à Aubry, de Rouen. »

Il reste quelque part, dans un grenier qui me fut ouvert, un souvenir palpable de ces journées remplies..., des rognures de peaux qu'une main fidèle a recueillies sur la table de Varlin, comme une pincée de cendres...

Car tous ceux qui l'ont connu vénèrent sa mémoire. Pas une note discordante, pas une réticence, pas un

sous-entendu. Ce sont des cloches qui tintent doucement — et se répondent. Elles n'ont sonné encore que l'angelus du soir..., mais patience ! La nuit pour Varlin sera brève. Voici venir le jour et l'angelus qui l'annonce !

De ce qu'il ne suivait plus les cours de l'Association philotechnique, on aurait tort de conclure que Varlin n'étudiait plus. L'ambition de savoir davantage, au contraire, lui était venue en mordant à la grappe. Mais, de bonne heure, les circonstances ne lui permettaient pas de s'attarder aux spéculations et le jetaient dans la pratique.

Il fit ses premières armes à la Société des relieurs de Paris, qui envoya en délégation des ouvriers élus par elle, à l'Exposition de Londres, en 1862. Il avait, en 1857, contribué à la fondation de cette Société, dont le président, Coquard, était bonapartiste.

Le rapport des délégués de la reliure, imprimé aux frais de la corporation, se terminait par des vœux à la rédaction desquels Varlin participa.

L'un de ces vœux était relatif à la conjuration du double fléau qui menace l'ouvrier : la maladie et le chômage. La Société n'accordait que des secours de maladie et des pensions. C'était insuffisant. Les ouvriers relieurs réclamaient, en outre, la journée de dix heures.

« Ce dont nos camarades doivent se bien pénétrer, ajoutait le rapporteur, c'est qu'ils n'obtiendront jamais rien tant qu'ils s'obstineront à rester isolés. »

C'était là plus qu'une phrase : un programme.

Varlin allait se donner pour mission de le réaliser. Mais, auparavant, et soucieux de faire œuvre durable, il piochait le droit, en ce qui concerne principalement la constitution des Sociétés civiles. Il pâlisait, le soir, sur leurs statuts, s'intéressait surtout à ceux qu'il se faisait communiquer par les corporations organisées.

Il butinait aussi sur la *Mutualité*, de Jules Vinçard, organe des sociétés corporatives; sur l'*Association*, leur bulletin international, auquel collaboraient les frères Reclus, Chaudey, Talandier, Ch.-L. Chassin, Potonié, etc.; sur la *Morale indépendante*, de Brisson et Renouvier...; enfin sur les feuilles quotidiennes, telles l'*Opinion nationale*, ou même le *Pays*, journal de l'Empire, qui consacrait, chaque mardi, une rubrique aux questions ouvrières vues par le petit bout de la lorgnette — qui les éloigne au lieu de les rapprocher.

Il ne se contentait pas de lire ces papiers : il les annotait, de son écriture lourde et grasse, sans fioritures..., et cette liasse, que j'ai compulsée, nous montre une attention concentrée sur les grèves, le salaire, le chômage, le droit d'association, la coopération, le crédit populaire..., l'amélioration en un mot du sort des travailleurs.

Le jour où Varlin voudra fonder lui-même une société de consommation comme la « Ménagère », une société d'assurance contre le chômage ou une société d'alimentation comme la « Marmite », il sera prêt, et Paul Robin, en examinant l'ouvrage, pourra dire qu'un légiste n'eût pas mieux fait.

Justement, l'occasion d'agir se présentait. Au mois d'août 1864, lors de la première grève des relieurs, Varlin fut de la commission grâce à l'énergie de laquelle ceux-ci firent triompher le principe de la journée réduite à dix heures.

Nouvelle grève l'année suivante. On ne peut pas dire qu'elle échoua, puisqu'elle eut pour conséquence la fondation, par Varlin et son ami Delacour, de la Société d'Epargne et de Crédit mutuel, complétée par l'Assurance contre le chômage.

Delacour en avait eu l'idée, mais Varlin y mit le sceau, en introduisant dans les statuts l'égalité des

deux sexes devant les droits et les devoirs. Deux femmes, Nathalie Le Mel et Mlle Rozier, sanctionnèrent, par leur adhésion, cette conquête du féminisme due à Varlin, et la première entra dans le Conseil d'administration composé de quinze membres, sous la présidence d'un jeune homme de 26 ans. Les autres, Lancelin, Gouet, Boulet, Stugard, Wynants, Boyenval, Clémence, étaient, pour la plupart, ses aînés. Et tous s'inclinaient devant son autorité faite de clairvoyance, d'abnégation et de fermeté.

On se réunissait, le samedi soir, chez Chatron, marchand de vins, 69, rue de l'Ecole-de-Médecine.

En 1870, la société, qui comptait plus de trois cents membres, fut réorganisée et prit le titre de *Société de Solidarité des ouvriers relieurs de Paris*. Varlin en supprima la présidence, qu'il avait toujours assumée à son corps défendant.

Ah ! les belles soirées de travail, chez ce marchand de vins où l'on boit si peu ! Les questions administratives réglées, on s'élève aux revendications d'ordre général et l'on envisage les moyens de les faire aboutir. Varlin écoute et parle le dernier. Il est doux et résolu, simple et net. Il inspire confiance. On subit comme un charme l'ascendant que la raison lui donne. Il suit une idée comme le laboureur suit la charue et les bœufs : jusqu'au bout du sillon. C'est un homme d'action. Pour lui, un vœu est un aiguillon. Il a l'esprit d'association et déteste l'esprit de coterie et de système. Il a le sens des réalités ; aussi n'aime-t-il guère Proudhon, critique social et théoricien de belle envergure, mais rien moins que maçon, au pied du mur. Varlin, en socialisme aussi, est un artisan. Il met la main à la pâte, au lieu de la mettre à la plume. Il écrit peu dans les journaux, et seulement lorsqu'il a quelque chose à dire.

Autre force : il est sans liens. Sur ceux du sang,

il ne s'aveugle pas. Dans la famille, la petite, si petite!... une cellule..., il étouffe. Il cherche les siens par delà...

Quant à des besoins matériels, il n'en a pas. Il est sans coquetterie aucune. Lorsque son linge s'élimine, il prend une paire de ciseaux et le rogne.

Il plaît, néanmoins, peut-être parce qu'il n'a pas le désir de plaire. Les femmes le recherchent d'autant plus qu'il ne s'occupe pas d'elles. Il a quelques aventures, il n'a pas d'attachement. Nul ne lui a connu de maîtresses rue Dauphine. Le meuble principal de sa chambre de célibataire, ce n'est pas le lit, c'est la table. Devant les livres et les papiers qui couvrent celle-ci, la femme comprend l'inutilité d'insister et ne revient pas. Elle revient d'autant moins, que la nuit même ne lui promet pas de revanches. Quand il travaille dehors, c'est sur son sommeil que Varlin prend le temps d'étudier..., et, plus tard, c'est encore la nuit qu'il exécute les travaux à façon du relieur Petit, rue de l'Abbé-de-l'Épée. De quoi vivre. Son salaire, plus élevé à domicile qu'à l'atelier, peut atteindre huit francs par jour; mais les cotisations et frais de toute sorte auxquels l'entraîne sa propagande, le laissent généralement démuné et, d'ailleurs, indifférent à cette pénurie.

Les observateurs superficiels le trouvent mélancolique. Ils l'ont mal regardé. L'action n'engendre pas la mélancolie. Il n'est de triste, au fond, que le mouvement désordonné.

Varlin, à qui les autres devaient tant, voulait ne rien devoir à personne.

Un de ses amis les plus intimes m'a fait cette confidence, dont la mort du juste et le détroussement de son cadavre doublent le prix.

Sachant leur camarade pauvre et fier, deux braves cœurs, le relieur Boyenval, et une institutrice libre,

Mlle Jeanne Brismée (1), de Bruxelles, qui prenait ses repas à la Marmite de la rue Larrey, songèrent à venir en aide à Varlin sans qu'il s'en doutât. Ils payèrent 33 francs une montre qu'ils lui offrirent soi-disant comme le tribut de reconnaissance des relieurs pour lesquels il s'était si souvent employé; et pour achever de l'induire en erreur, ils firent graver sur le boîtier, par Bourdon, un de ses co-accusés au deuxième procès de l'Internationale, l'inscription: *A Varlin, ses amis.*

La ruse réussit et ses deux auteurs s'en félicitaient *in petto*. « Ainsi, pensaient-ils, quand il sera dans l'embarras, et à la dernière extrémité, il pourra toujours vendre notre cadeau ou l'engager au Mont-de-Piété. »

Il ne fit ni l'un ni l'autre. De la poche de Varlin, la petite montre passa dans la poche de son meurtrier, le lieutenant Sicre, qui s'attribua toujours cette prime, en attendant la Légion d'honneur.

Quel dommage que le voleur n'ait point connu le détail que je rapporte! Il n'eût pas eu besoin, dans les réunions où il exhibait la montre, de saliver dessus pour la faire réduire.

Est-il rien, en tout cas, qui puisse mieux attester, que la charmante supercherie de Boyenval et de Mlle Brismée, en quelle estime tenaient Varlin tous ceux qui l'approchaient?

Affilié à l'Internationale dès sa fondation, il y fut inscrit sous le numéro 256.

En 1867, tel était le crédit dont il jouissait auprès de ses camarades, qu'aux élections de cinq délégués

(1) Jeanne Brismée, fille de l'imprimeur de l'Internationale, à Bruxelles, épousait, peu de temps après, le professeur Hins, secrétaire du Conseil général belge de l'Internationale. Elle mourut en mai 1869, âgée de 22 ans et enceinte de six mois, tuée par l'arrestation et l'emprisonnement arbitraires de son mari. Elle était la belle-sœur de De Paepe.

de la reliure à l'Exposition universelle, il arrivait en tête, avec 98 voix. Leclère, Alphonse Delacour, Wynants et Paillot, étaient les quatre autres désignés.

Le 30 décembre 1867, le gouvernement impérial préludait à ses poursuites contre l'Association internationale des travailleurs, en faisant perquisitionner à son siège social, 44, rue des Gravilliers, et au domicile des membres du bureau.

Varlin se préoccupait depuis longtemps déjà d'avoir un lieu de réunion permanent échappant à la surveillance de la police. Il jugea le moment venu de mettre à exécution son projet de création d'une société civile d'alimentation, dite « La Marmite ». Elle avait pour but avoué de fournir au prix de revient, à tous ses membres, une nourriture saine et abondante à consommer sur place ou à emporter.

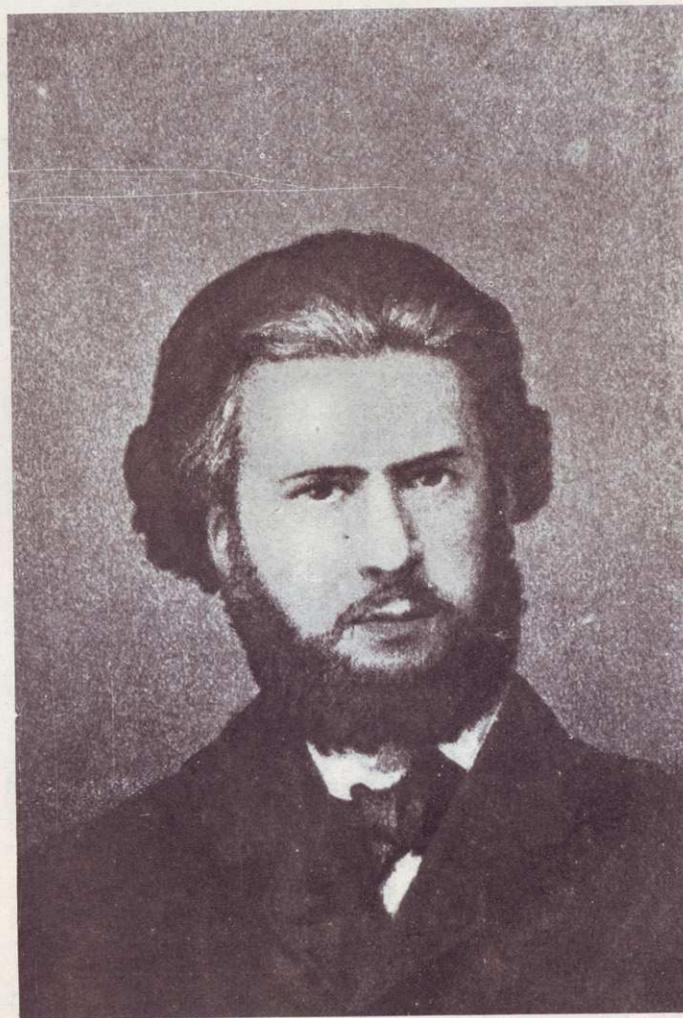
Les statuts, adoptés en assemblée générale, le 19 janvier 1868, sont signés par Varlin, président, Just Boullet, Nathalie Le Mel, Louis-Benjamin Varlin, Delacour, Léon Gouet, Lagneau, Florian Rifflet, Antoine Bourdon, tous relieurs, sauf Louis Varlin et Bourdon.

L'apport social de chaque adhérent était fixé à la somme de 50 francs payable immédiatement ou par fractions qui ne pouvaient être inférieures à 50 centimes par semaine.

Un Conseil composé de quinze membres administrait la société.

Mais les débats du premier procès de l'Internationale, puis, du deuxième, dans lequel Varlin fut impliqué, retardèrent l'accomplissement des résolutions qu'il avait fait prendre.

On attendit qu'il eût purgé sa peine (trois mois de prison), à Sainte-Pélagie, pour ouvrir la « Marmite », rue Mazarine. La femme de Delacour faisait la cuisine. Mais, au bout de six mois, congédiée, la « Marmite »



L. Varlin

fut transférée dans un appartement plus vaste de la rue Larrey. Un chef remplaça la cuisinière. Un relieur, nommé Appert, voulut bien être garçon de salle.

Les sociétaires qui fréquentaient la « Marmite », y amenaient leurs amis, leurs hôtes de passage à Paris. On y vit la plupart des militants des associations ouvrières réveillées.

Les premiers statuts envisageaient la fondation de succursales. Quand éclata la guerre de 70, ces succursales étaient au nombre de trois, l'une, établie par les lithographes, rue des Blancs-Manteaux; les deux autres rue Berzélius et rue du Château. Toutes prospères. Le souvenir en était si vivant chez les proscrits de la Commune, qu'ils essayèrent, mais sans succès, de renouveler la tentative à Genève.

Le lundi de la Semaine sanglante (l'armée de Versailles était entrée dans Paris la veille), la mère de Varlin vint de Claye rue Larrey, pour voir son fils. Elle ne l'y trouva pas. Mais Boyenval, qui était là et qui la rencontrait pour la première et la dernière fois, *la reconnut*. Varlin, me dit-il, lui ressemblait. Elle n'avait rien d'une paysanne. Ses mains étaient fort belles; mais ses yeux surtout signaient le portrait que Varlin montrait d'elle. Ils répandaient sur toute sa physionomie cette fermeté réfléchie, ce caractère de sécurité, qui frappaient en son fils.

Elle est morte à Claye en 1875. Je ne l'ai point vue; mais j'ai vu le plus jeune frère de Varlin, Hippolyte... et il m'a semblé que c'était Eugène lui-même qui me regardait. L'homme qui a ces yeux-là ne passe nulle part inaperçu.

Les dernières reliures exécutées par Varlin, le furent sans doute en Belgique. Il avait dû s'y réfugier, en mai 1870, sous le nom de Henri Barfeld, pour se soustraire à une arrestation imminente. Il retrouva à Bruxelles son ami Vauthrin; mais on manquait

d'ouvrage. Il fallut que Varlin, pour se faire embaucher, allât jusqu'à Anvers. Il y passa quatre mois, travaillant pour une maison de reliure à bon marché, et ne revint à Paris qu'au lendemain du 4 septembre et de la proclamation de la République.

Sa vie d'ouvrier est finie. L'homme public, déjà révélé par son action révolutionnaire, ses procès, son dévouement à l'émancipation des travailleurs, va grandir encore et atteindre à son zénith en montant au calvaire..., en y montant entre ses bourreaux et sous les huées de la multitude qu'il avait aimée comme une famille ingrate.

LUCIEN DESCAGES.

Lettres de Varlin à Aubry

Ces lettres, saisies chez le lithographe Aubry, à Rouen, ont été insérées par l'avocat impérial Aulois dans son réquisitoire, au troisième procès de l'Internationale à Paris, en juin 1870. Il faut remercier ce magistrat de nous avoir conservé ainsi un précieux témoignage de l'activité, de l'intelligence et du dévouement de l'intrépide militant que fut Varlin. De la correspondance si étendue qu'il entretenait avec les principaux organisateurs de l'Internationale, en France et à l'étranger, presque tout a disparu; ces quelques lettres en ont d'autant plus de prix. Elles sont adressées à un homme qui n'était pas des amis particuliers de Varlin, avec lequel il ne se trouvait en relations qu'à propos de grèves et de journaux, et à qui nulle confiance intime ne pouvait être faite. Mais elles contiennent une foule de renseignements intéressants sur la vie et l'action des corporations ouvrières dans les deux dernières années de l'Empire, et l'on voit s'y peindre en même temps le caractère et les opinions de celui qui les a écrites.

Paris, le 8 janvier 1869.

Mon cher Aubry,

Duret m'a communiqué la lettre qu'il vient de recevoir de vous, ainsi qu'il m'avait fait part de celles que vous lui aviez adressées antérieurement relativement à la grève.

Je sais, avec plaisir, que les *trade's unions* s'occupent de venir en aide aux cotonniers; mais j'avais cru tout d'abord que votre lettre à Londres avait surtout pour objet une demande de renseignements sur les salaires des cotonniers anglais et les prix de vente des cotonnades, ce qui me paraissait très intéressant à savoir en présence de l'entente, annoncée par la circulaire des ouvriers de Sotteville-lès-Rouen, entre les manufacturiers en coton pour arriver à réduire le prix de

revient, très probablement en faisant subir à leurs ouvriers une réduction de salaire.

Lorsque nous avons reçu votre premier appel, avec la circulaire, nous avons pensé que la grève n'avait pas une grande importance comme chiffre; que les districts cotonniers pouvaient à peu près suffire à la soutenir, et que vous nous demandiez plutôt notre appui moral que matériel. Aussi, nous sommes-nous contentés d'ouvrir une souscription dans la reliure et parmi les amis avec lesquels nous nous trouvons en relations journalières, nous réservant de faire appel à toute la population ouvrière de Paris, si la grève se généralisait, c'est-à-dire si les manifestations mettaient à exécution la résolution que vous signalez dans la circulaire.

Vous devez comprendre que la souscription est un moyen dont il faut user, mais non pas abuser, parce qu'alors on arrive à l'épuiser. Or, à Paris, nous avons presque continuellement des souscriptions en cours dans chaque profession, soit pour un camarade frappé par un accident, soit pour soutenir une grève dans une profession similaire ou avec laquelle on se trouve presque en contact permanent, et il faut qu'une grève prenne des proportions assez vastes pour que l'on puisse faire un appel général avec chance d'être entendu: par exemple, la grève des bronziers qui comptait 3 à 4.000 ouvriers, la grève de Genève qui comprenait une dizaine de professions à la fois.

Si la grève des cotonniers devait prendre une plus grande extension, vous pouvez compter que nous ferions des efforts héroïques pour les soutenir. Mais jusque là, nous avons cru devoir nous contenter de faire circuler notre souscription entre nous et sans bruit. Vous nous direz si les efforts faits par vous, près des cotonniers des autres maisons, vous permettent d'arriver à un résultat favorable. Dites-leur bien qu'ils doivent se soutenir entre eux d'abord, afin de mériter l'appui de leurs frères des autres pays dans le cas où la lutte se généraliserait. Dites-leur, surtout, qu'ils doivent se grouper, s'organiser, se solidariser, entrer dans la ligue internationale des travailleurs pour s'assurer le concours de tous et pouvoir parer à toutes les mauvaises éventualités. Ai-je besoin, d'ailleurs, de vous dire cela? C'est ce que vous faites, et cette grève doit être pour vous une bonne occasion de propagande.

Vous regrettez, avec raison, de ne pas avoir un journal pour défendre la cause du travailleur, notre cause, contre les journaux bourgeois. A ce propos, qu'est donc devenu votre projet de journal? Vous n'avez sans doute pas réuni la somme nécessaire pour commencer. Je vous envoie, ci-joint, un programme dont nous a saisis Cluseret, notre co-détenu à Sainte-Pélagie. Il l'a fait sur la demande qui lui était adressée par une profession assez importante. Je doute de la possibilité de réaliser ce projet; mais on pourra le modifier. Dites-nous donc, dans une prochaine correspondance, quelles ressources vous avez pu réunir comme argent et comme rédacteurs, ce qu'il vous fallait pour marcher.

Vous avez sans doute reçu le journal *l'Egalité*, organe des sections de l'Association internationale de la Suisse romande. Le numéro specimen annonce, à ses abonnés, l'espérance d'une correspondance de Rouen; c'est sans doute vous ou l'un de votre groupe qui en a pris l'engagement. Quant à la candidature ouvrière, je vois avec plaisir que vous êtes résolu à la poser. Lyon s'est déjà prononcé dans ce sens. Marseille nous a adressé une demande de renseignements. J'espère que nous allons bientôt nous entendre à ce sujet, et que malgré les abstentionnistes, proudhoniens enragés, nous entrerons dans la lice électorale concurremment avec les républicains bourgeois de toutes nuances, afin de bien affirmer la scission du peuple avec la bourgeoisie.

Salut fraternel à tous nos amis de Rouen.

E. VARLIN.

Le 9 janvier 1869.

La grève des fileurs de laine de Vienne (Isère) est terminée. La *Caisse du sou* leur avait voté un prêt de 1.000 francs, dont 500 avaient été envoyés de suite; mais ils ont fait retour immédiatement, attendu que la grève venait de se terminer lorsqu'ils sont parvenus. Les fileurs avaient épuisé toutes leurs ressources; et comme leur grève mettait en chômage toutes les autres spécialités lainières, ils ont cru devoir se contenter de quelques légères concessions que leur ont faites les patrons.

Tout à vous.

E. VARLIN.

Paris, le 6 août 1869.

Mon cher Aubry,

J'ai reçu votre lettre du 30 juillet dernier avec envoi de 100 francs pour les familles des citoyens arrêtés, à la suite des élections, au mois de juin dernier. Je vous en remercie au nom de tous nos camarades de Paris. Mais je dois surtout vous féliciter pour votre envoi de secours aux ovalistes de Lyon. Nous étions très peinés de ne pouvoir rien faire pour elles, à Paris; aussi sommes-nous d'autant plus heureux que les autres sections de l'Internationale aient pu suffire à les faire triompher.

En voyant tant de grèves se produire à la fois, nous avions craint de voir les ouvriers échouer dans la plupart des cas. Heureusement il en a été autrement, à Lyon surtout, où presque toutes les corporations qui ont grévé ont obtenu de ne plus faire que dix heures de travail. Je considère toujours la diminution de la durée de la journée comme un résultat supérieur à l'élévation du salaire; vous savez pourquoi.

Quant à votre opinion, que l'élément bourgeois n'a pas été étranger aux deux tiers des grèves qui se sont produites dans ces derniers temps, je reste d'un avis contraire au vôtre, mais je n'essaierai pas de vous faire accepter mon opinion; je n'ai pas le temps, plus que vous, d'engager une correspondance interminable sur ce point. Si nous nous rencontrons, à Bâle ou à Paris, nous en reparlerons. Cependant, si je nie que les bourgeois soient intervenus dans les grèves, je reconnais très volontiers qu'ils ont tiré tout le parti possible de ce mouvement pour en faire retomber tout le poids sur notre organisation politique et sociale, et précipiter la révolution politique en excitant le mécontentement général. Je ne puis ni le regretter ni les en blâmer, car, dans ce cas, ils nous servent en même temps qu'eux.

Maintenant, je tiens à relever encore un point de votre dernière. Vous semblez croire que le milieu dans lequel je vis est plus préoccupé de la révolution politique que des réformes sociales. Je dois vous dire que, pour nous, la révolution politique et les réformes sociales s'enchaînent et ne peuvent pas aller l'une sans l'autre. Seule, la révolution politique ne serait rien; mais nous sentons bien, par toutes les circonstances auxquelles nous nous heurtons, qu'il nous

sera impossible d'organiser la révolution sociale tant que nous vivrons sous un gouvernement aussi arbitraire que celui sous lequel nous vivons.

Vous vous rappelez que dernièrement, nous, les délégués des sociétés ouvrières, nous nous réunissions pour discuter un projet de fédération. Eh bien, nos réunions ont été interdites par la préfecture. Nous avions adressé au préfet une demande d'explications, signée de trente corporations, — pas de réponse. Nous avons écrit au ministre, — pas de réponse. Nous allons nous adresser à l'opinion publique. Nous avons rédigé un manifeste, que nous allons faire signer par toutes les commissions ouvrières, puis nous les livrerons à la publicité, et nous reprendrons notre œuvre quand même.

Salut fraternel.

E. VARLIN.

Ci-joint les statuts de la Caisse des 5 centimes.

Paris, le 18 août 1869.

Mon cher Aubry,

Je vous envoie, ci-joint, une lettre du citoyen Franquin, l'un des membres les plus dévoués du Comité de solidarité des imprimeurs-lithographes. Je ne doute pas que lui fassiez savoir les renseignements dont il a besoin. C'est pourquoi je l'ai adressé à vous.

Je vous envoie en même temps le reçu de 100 francs que vous m'avez demandé, dans votre dernière lettre, comme pièce de comptabilité nécessaire à votre caissier, car j'ai pensé que mon accusé de réception, qui s'est croisé avec votre dernière lettre, pourrait suffire provisoirement, en attendant une occasion.

Je n'ai rien à vous apprendre de neuf.

Les corporations ouvrières se préparent à envoyer, d'ici, une quinzaine de délégués pour le Congrès de Bâle. La police est très entêtée et met toutes les entraves possibles à la nomination des délégués et à la discussion du programme.

Malon est revenu de Tourcoing, où il n'a pu travailler, ayant été signalé, dès son arrivée, comme un des chefs les plus actifs de cette terrible Association internationale des travailleurs. Mais son voyage n'est pas perdu pour la cause,

car si les patrons l'ont mal reçu, il n'en a pas été de même des ouvriers; et, pour utiliser son déplacement ainsi que l'accueil sympathique qui lui était fait par les travailleurs, il a fait constituer plusieurs sections de l'Internationale à Roubaix, Tourcoing, Watrelos et autres petits pays voisins.

L'amnistie du 15 a mis en liberté tous les prisonniers dont nous soutenions les familles. Il nous reste une somme assez forte pour une autre occasion.

Je vous serre fraternellement la main.

E. VARLIN

Paris, le 8 octobre 1869.

Mon cher Aubry,

Je vous envoie, ci-joint, 800 francs de prêt, dont 500 francs de la Société typographique et 300 francs de la Société des ferblantiers. Vous recevrez sans doute, en même temps que cet envoi, un prêt de 200 francs de la Société des Bijoutiers, qui a été voté hier soir sur ma demande.

La Société des lithographes vous a également voté un prêt de 500 francs, dans sa séance d'hier. Je dois les toucher demain et vous les enverrai immédiatement. Ce soir, je dois voir d'autres sociétés, et je puis vous assurer d'avance du concours de toutes. Cependant, je dois vous dire que les sociétés parisiennes sont un peu épuisées par suite des nombreuses grèves qu'elles ont eu et qu'elles ont encore à soutenir.

En ce moment, nous en avons trois à Paris, la vôtre fait quatre; sans compter la grève des mineurs de Rive-de-Gier, avec lesquels nous ne sommes malheureusement pas en relations. C'est ce qui explique la faiblesse de certains prêts que j'ai obtenus pour vous. Les sociétés se restreignent, mais si la grève continue, je pourrai repasser.

Toutefois, ne négligez pas Londres et les autres sections de l'Internationale, pour le cas où la grève prendrait de plus grandes proportions. A ce propos, je dois vous conseiller d'éviter l'extension de la grève aux autres fabriques des environs d'Elbeuf. Si les patrons ne forcent pas, que les ouvriers prennent patience et attendent, pour exiger le tarif, qu'il soit obtenu dans les maisons actuellement en grève.

J'ai envoyé une de vos circulaires, avec une lettre, aux

fileurs de laine de Vienne; ils répondront sans doute à votre appel.

J'ai envoyé également votre circulaire à l'*Egalité* de Genève et à l'*Internationale* de Bruxelles, ainsi qu'aux principaux journaux démocratiques de Paris. Le *Réveil* d'hier soir l'a reproduite *in extenso*.

Je ne suis point du tout surpris de l'accident qui vous arrive. Je comprends très bien la haine que vous devez inspirer à la bourgeoisie, et vous devez reconnaître, comme moi, qu'il est naturel qu'elle se venge de vous. Nous sommes en guerre ouverte. Nous devons nous attendre à tous les mauvais coups que pourront nous porter nos adversaires.

S'il vous était possible de vous créer à Rouen une petite position indépendante, cela serait très heureux pour vous et surtout pour notre cause; car cela vous permettrait de prendre des allures plus rudes et surtout plus révolutionnaires. Dans le cas, très regrettable, où vous seriez forcé de quitter Rouen, la Société des lithographes de Paris vous assure du travail ici.

Courage et salut fraternel à tous les amis, et à vous une bonne poignée de main.

E. VARLIN.

Paris, 29 octobre 1869.

Mon cher Aubry,

Ci-joint un prêt de 1.000 francs, dont 500 francs comme deuxième prêt de la Société des ferblantiers et 300 francs de souscriptions. J'ai reçu votre dernière ce matin. Je suis heureux de voir que Verviers fait quelque chose. Je pense qu'il serait bon de profiter de cette occasion, quand la grève sera terminée, pour créer l'Union internationale des ouvriers fileurs recommandée par le dernier Congrès. Les fileurs de Vienne ne sont sans doute pas adhérents collectifs; mais, comme un certain nombre d'entre eux sont adhérents personnels, par les relations que vous établissez avec eux en ce moment et l'influence d'Albert Richard sur les ouvriers de ces contrées, vous pourriez facilement obtenir leur adhésion collective.

Connaissez-vous, à Rouen, le citoyen Ch. Noiret, ancien

transporté politique de 52 et 58, ainsi que l'atteste l'adresse signée par lui, et d'autres citoyens rouennais, et publiée dans le *Progrès de Rouen* ?

Cette adresse aux Parisiens leur recommandait de ne pas faire la manifestation du 26 octobre. J'ai vu cette adresse reproduite par les journaux de Paris. Vous en avez sans doute connaissance. Rouen n'est pas si grand. Les quelques groupes d'hommes d'action doivent se connaître.

Il me revient à l'esprit qu'il y a quelques mois, dans quelques correspondances que vous avez échangées avec moi, vous récriiez contre les grèves, que vous prétendiez être suscitées par les partis politiques. Je vous demande pardon de vous rappeler ce souvenir; mais est-ce que vous pensez toujours de même à propos de cette avalanche de grèves qui nous tombent sur les bras de tous côtés en ce moment ?

Les grèves que je vous ai signalées à Paris se prolongent indéfiniment. Celle des mégissiers-palissonneurs vient de se compliquer de celle des mégissiers de rivière, au nombre d'environ huit cents. Je ne sais vraiment pas comment nous allons faire. Malgré tout, si nous pouvons sortir heureusement de cette situation, nous aurons beaucoup gagné au point de vue de l'établissement de la solidarité.

Salut et fraternité.

E. VARLIN.

Paris, le 4 novembre 1869.

Mon cher Aubry,

Je vous envoie ci-joint 800 francs, dont 300 francs comme deuxième prêt de la Société des bronziers et 500 francs de souscriptions. Mais je dois vous déclarer avec regret que, cette semaine, c'est tout ce que je puis vous envoyer; je dépasse même le chiffre des souscriptions reçues jusqu'à ce jour.

Nous sommes en ce moment dans une situation excessivement difficile, par rapport à la grève des mégissiers, qui s'est généralisée depuis la semaine dernière et qui compte un millier de grévistes. Les délégués des sociétés parisiennes, dans les assemblées générales des mégissiers, ont poussé à la grève générale et ont promis le concours matériel et moral de toutes les sociétés. Nous sommes donc, toutes les sociétés pari-

Ministère
des Finances

Cabinet
du Ministre

Le 22 Mars 71
10h 12

Mon cher De Bock

On se plaint généralement que nos affiches officielles ne sont pas affichées dans les quartiers excentriques où quand elles le sont elles sont très rares et apposées très tard, il faudrait aviser à mieux ?

Le citoyen Pierron porteur de la présente désire entrer à l'imprimerie, j'appuie la demande.

Salut cordial

E. Varlin

siennes, engagées dans l'affaire. Ce ne sont plus les ouvriers mégissiers qui luttent contre leurs patrons, mais bien toutes les sociétés ouvrières de Paris.

Or, dans la situation financière où nous nous trouvons en ce moment, il nous faut faire un suprême effort; aussi je ne me suis plus présenté nulle part depuis cette semaine pour obtenir des prêts, et je ne crois pas possible de me risquer la semaine prochaine à de nouvelles demandes. Quant à la souscription, on en ouvre une pour les mégissiers; la vôtre va donc se trouver arrêtée maintenant, après avoir été entravée, à son début, par celle en faveur des victimes d'Aubin. En présence de la gravité de cette situation, j'ai écrit à Bruxelles et à Berlin, mais Bruxelles ne répond pas; cependant ma lettre a dû parvenir il y a déjà huit jours. Se sont-ils adressés à vous? Vous ne m'en dites rien.

Pour ce qui est de Berlin, ce n'est que lundi dernier que j'ai écrit à la Fédération des sociétés lassalliennes de l'Allemagne. J'ai fait appuyer ma demande par la section des démocrates socialistes allemands de Paris; j'espère un bon résultat, mais ça ne peut être que pour la semaine prochaine.

J'ai transmis votre lettre au citoyen Verdure, pour qu'il fasse entrer dans sa chronique de la grève tous les faits qu'elle contient.

Quand vous voudrez envoyer quelques articles au *Travail*, ils seront bien reçus.

Salut fraternel.

E. VARLIN.

Paris, le 8 novembre 1869.

Mon cher Aubry,

Je tiens à vous écrire ces quelques mots, afin de vous faire savoir dans quelle situation nous nous trouvons ici, et vous prévenir à temps que vous ne pouvez pas compter sur Paris cette semaine, afin que vous puissiez faire un nouvel effort auprès des autres sections pour en faire surgir les ressources dont vous avez besoin.

Je vous ai déjà parlé de la grève des mégissiers et de la situation difficile dans laquelle elle nous met. Les délégués des sociétés ouvrières se sont engagés moralement dans leurs assemblées générales, en les poussant à la grève générale et leur assurant le concours pécuniaire des sociétés ouvrières.

L'engagement une fois pris devant les ouvriers et même devant les patrons mégissiers (car tous les membres de la Chambre syndicale des patrons se sont présentés à une assemblée générale des ouvriers à laquelle ils avaient été invités), chacun a tenu à honneur que l'assurance faite carrément, mais sans avoir compté, ne soit pourtant pas vaine, et nous avons dû faire d'énormes efforts pour arriver à faire la paye.

On avait pensé que la grève ne pourrait pas durer plus de huit jours à cause de la quantité considérable de marchandises en fabrication (1 million environ), et qui doit être à peu près complètement perdue si elle reste en souffrance pendant quinze jours ou trois semaines au plus. On espérait que les patrons se rendraient si la première paye était faite intégralement, car les patrons pensaient que l'on ne trouverait pas la somme en quatre jours. Il fallait 8.000 francs; la première paye a été faite, mais les patrons ne se sont pas rendus: nouvelle assemblée générale des ouvriers mégissiers, nouvelles assurances des délégués; puis, après l'assemblée, réunion des délégués pour aviser. Il fallait pour le dimanche, hier, 12.000 francs. Dans des temps ordinaires, cette somme se serait trouvée assez facilement, mais aujourd'hui les caisses sont épuisées. Cependant on l'a trouvée à peu près, et la paye hier a pu être faite, mais au prix de quels efforts!

Aujourd'hui nous nous préparons pour la paye de dimanche prochain. Les sociétés déplacent leurs derniers fonds, vendent leurs dernières actions; la souscription dans les ateliers est lancée à toute outrance, et, pour faire argent de tout, nous allons faire une réunion publique cette semaine sur la question des grèves actuelles, car nous ne devons pas oublier que, outre les mégissiers, nous avons les broisseurs pour peintres, en grève depuis six semaines; les tisseurs en canevas depuis huit semaines; les doreurs sur bois depuis quinze jours, et... tous les fileurs de laine que l'on n'oublie pas absolument. Si quelques-unes de nos grèves se terminaient, nous pourrions encore vous aider; mais vous devez comprendre qu'en ce moment tous nos efforts sont pour Paris.

Déjà, plusieurs fois, on m'a demandé s'il n'était pas possible d'obtenir quelque chose de la province ou de l'étranger. Mais j'ai répondu que la province vous soutenait; quant à l'étranger, vous connaissez mes démarches. Jusqu'aujourd'hui, pas

de résultat. Je serais heureux de savoir si Bruxelles s'occupe de nous; secouez-les donc. Je vais encore écrire aujourd'hui moi-même. J'ai reçu votre manifeste, que j'ai porté immédiatement à la *Réforme* et au *Réveil*. Il paraîtra sans doute demain.

Le *Travail* ayant publié une correspondance d'Elbeuf qui le résume parfaitement, il n'y a pas lieu de l'y faire reproduire.

Le 9 novembre.

Notre réunion publique aura lieu dimanche prochain: veuillez m'envoyer pour ce jour les dernières nouvelles de votre grève, afin que nous puissions les faire connaître.

A vous fraternellement.

E. VARLIN.

Paris, le 16 novembre 1869.

Mon cher Aubry,

Je vous envoie ci-joint 200 francs de souscriptions que j'ai reçus depuis la semaine dernière.

Notre situation est toujours la même.

La grève des mégissiers se continue, malgré les pertes considérables éprouvées par les patrons. Nous savons de source certaine que tous les membres de la Chambre syndicale patronale des cuirs et peaux se sont solidarisés pour soutenir cette grève, c'est-à-dire qu'ils indemnisent les patrons mégissiers des pertes qu'ils subissent.

Il ne nous paraît même pas impossible que toutes les chambres syndicales des patrons qui composent ce qu'ils appellent l'Union nationale du commerce et de l'industrie, se soient liguées pour couler les sociétés ouvrières, en leur faisant épuiser leurs caisses par plusieurs grèves interminables, car jamais nous n'en avons eu de cette durée.

Après sept semaines de lutte, les broisseurs pour peinture ont succombé la semaine dernière. Les sociétés qui les avaient soutenus ont dû les abandonner pour centraliser tous leurs efforts en faveur des mégissiers.

Les tisseurs en canevas entrent aujourd'hui dans la dixième semaine de grève; mais comme ils sont peu nombreux, et qu'ils se sont imposés de réels sacrifices, on les soutiendra jusqu'au bout, malgré la grève des mégissiers.

La réunion publique dont je vous parlais dans ma dernière lettre s'est tenue dimanche et a parfaitement réussi.

Dans le prochain numéro du *Travail*, vous en aurez le compte rendu. En attendant, je puis vous dire que les orateurs, presque tous délégués, ont parfaitement fait ressortir la gravité de la lutte engagée actuellement entre le peuple et la bourgeoisie.

J'ai fait l'historique de votre grève et exposé votre situation.

Nous avons tous conclu à la généralisation des sociétés corporatives de résistance, et à la fédération. Nous avons la conviction que cette réunion aura un excellent résultat sur la marche du mouvement actuel.

(Dans une lettre du 2 décembre, Varlin écrit à Aubry:)

Nous avons déjà dépensé 51.000 francs pour les mégissiers, et cependant, depuis la première semaine, nous avons été toujours à court de fonds.

Paris, le 25 décembre 1869.

Mon cher Aubry,

Le *Travail* est bien mort; il ne reparaitra pas. J'ai attendu jusqu'à ce jour pour vous donner des renseignements certains et définitifs. Ce n'est ni par la pression administrative ni pour cause de malversation qu'il a dû cesser de paraître. Ce journal avait été créé par l'initiative de Douvet et avec ses propres ressources; le cautionnement avait été emprunté par lui; enfin, c'était sa propriété; or, le journal ne faisant pas ses frais, il a fallu s'arrêter.

Douvet a eu le tort, dans cette affaire, de ne pas nous prévenir quelque temps à l'avance, car nous aurions peut-être trouvé moyen d'assurer son existence. Il a agi seul, et ce n'est qu'au dernier jour qu'il nous a annoncé qu'il ne pouvait plus aller et qu'il cessait de paraître. La fin désastreuse de la grève des employés de commerce a été le dernier coup porté au *Travail*, qui avait été fondé avec le concours de la Chambre syndicale des employés de commerce, sous le titre le *Commerce*. Un grand nombre d'abonnés parmi les employés de commerce avait assuré son existence pendant les premiers temps; après leur déroute, ils n'ont pas renouvelé leurs abonnements. Prévenus à temps, nous aurions pu parer à cette difficulté. Maintenant, tout est fini de ce côté, il faut nous

retourner ailleurs; c'est ce que je viens de faire. Je suis allé ce matin voir Millière, le directeur de la *Marseillaise*, et je vous fais servir immédiatement un abonnement, ainsi qu'aux autres correspondants de l'Internationale, que vous payerez, je l'espère, en envoyant de temps à autre, une correspondance sur le mouvement social dans votre contrée.

Il est utile que je vous donne quelques explications sur la *Marseillaise*, afin que vous ne croyiez pas qu'il n'y a là qu'une machine de guerre contre l'Empire. Depuis longtemps le parti socialiste ressentait le besoin d'avoir un organe pour aider à la propagation de ses doctrines et pour les défendre contre toutes les attaques des journaux bourgeois de tous les partis, les seuls que nous ayons eus jusqu'alors. Déjà des démarches étaient faites pour arriver à créer un journal, lorsque les dernières élections sont venues faciliter l'œuvre en groupant tous les citoyens actifs du parti socialiste autour de Rochefort et en portant celui-ci au Corps législatif, malgré toutes les attaques, toutes les calomnies répandues sur lui par tous les journaux. Après cette élection, le besoin du journal se faisait sentir encore bien plus; avec Rochefort à la Chambre, il fallait un journal dans le pays pour affermir et soutenir le socialisme révolutionnaire. C'est alors qu'a été conçue la *Marseillaise*.

Pour faire un journal en France, surtout un journal quotidien qui puisse tenir tête chaque jour aux autres journaux, il faut beaucoup d'argent, et le parti socialiste, parmi tous les partis, se distingue par sa pauvreté. Avec ses propres ressources, il est évident qu'il n'aurait pas pu se créer un organe, mais avec Rochefort la difficulté se trouvait levée, non par sa fortune, il n'en a pas, mais par son nom.

Un journal fait par Rochefort est assuré du succès. En France, la masse s'attache avant tout à ce qui brille, et comme l'assurance d'un succès donne confiance aux capitaux, Rochefort a pu trouver des prêteurs. La question financière se trouvant levée, le reste devenait plus facile.

Les socialistes les plus dévoués, et surtout les membres des sociétés ouvrières, se sont réunis en réunion privée, et ont discuté les conditions dans lesquelles se faisait le journal. Millière, nommé directeur, est en même temps et surtout chargé de la ligne socialiste du journal. Cette ligne est celle

affirmée par la presque unanimité des délégués de l'Internationale au Congrès de Bâle, c'est-à-dire le socialisme collectiviste, ou communisme non autoritaire.

Les fondateurs se proposent, non seulement de faire de la propagande, mais encore de rallier tout le parti socialiste européen, d'établir, par la voie du journal, des relations permanentes entre tous les groupes; de préparer, en un mot, la révolution sociale européenne. Pour vous faire connaître plus complètement encore l'esprit des fondateurs, je dois vous dire que, dans nos réunions, nous avons été presque unanimes à reconnaître que nous n'étions pas prêts pour la révolution; qu'il nous fallait encore un an, deux ans peut-être de propagande par le journal, les réunions publiques et privées, et l'organisation de sociétés ouvrières, pour arriver à être maîtres de la situation et être assurés que la révolution ne nous échappera pas au profit des républicains non socialistes.

La partie politique du journal n'est que l'accessoire, un journal devant être varié pour être lu; la partie sociale est la seule importante pour nous: Il faut nous appliquer à la rendre intéressante et sérieuse, afin qu'elle prenne chaque jour plus d'extension dans le journal. Pour cela nous avons besoin du concours de tous nos amis, me disait Millière dans notre entrevue de ce matin.

Le semaine prochaine, je commencerai, avec notre ami Malon, à donner quelques articles pour renforcer la rédaction socialiste, qui jusqu'alors ne se compose que de Millière, Verdure et Dereure, ex-délégué de la Chambre syndicale des cordonniers au congrès de Bâle. Avec votre concours et celui des autres correspondants de l'Internationale, nous aurons dans la *Marseillaise* un organe sérieux, un puissant auxiliaire. Nous comptons sur vous.

Maintenant, une petite recommandation: les articles courts sont toujours les plus lus; par conséquent, lorsque vous aurez beaucoup de faits à signaler, faites plutôt deux petites correspondances qu'une longue; ça fera plus de variété, on donnera plus d'attrait au journal, et vous serez plus assuré d'être lu.

Quant aux abonnements, comme il est impossible qu'un travailleur puisse dépenser 54 francs par an pour son journal, vous pouvez recommander à vos amis de se grouper par cinq,

dix ou davantage, afin de prendre des abonnements collectifs. Citez l'exemple de la *Marmite*, où, moyennant vingt centimes par semaine, nous pouvons lire six journaux quotidiens et plusieurs hebdomadaires.

Le *Siècle* est peut-être aussi à Rouen le journal des marchands de vins et traiteurs. Vous pourriez organiser contre lui la campagne que l'on a fait à Paris et dont vous avez lu quelques traits dans le *Travail*.

Il faut combattre nos ennemis par tous les moyens possibles, et, au point où nous en sommes, nos plus sérieux ennemis ce sont les républicains modérés, les libéraux de toutes sortes.

Je ne vous dis rien de la grève des mégissiers, que nous avons déclaré terminée depuis dix jours et qui nous laisse quatre cents hommes sans travail, auxquels nous ne pouvons même pas donner du pain. Avant-hier ils voulaient aller saccager leurs anciens ateliers et chasser les *mogs* qui les ont remplacés. On les a retenus heureusement, mais nous sommes bien embêtés par cette affaire. Les grévistes sont allés trouver Rochefort au Corps législatif, ne sachant plus à qui se recommander; il les a envoyés au bureau de la *Marseillaise*, où on leur a donné 200 francs, que les plus affamés se sont partagés sur la place des Victoires.

Quand vous voudrez des obligations pour leur atelier social, vous me le ferez savoir; je vous en ferai envoyer.

Je vous serre fraternellement la main. E. VARLIN.

Paris, le 19 janvier 1870.

Mon cher Aubry,

Je réponds à votre lettre du 17 courant. Vous êtes dans l'erreur lorsque vous pensez que l'influence de notre fédération a probablement contribué à empêcher que la manifestation du 12 janvier (1) ne se transforme en insurrection. Les délégués de la Chambre fédérale ne s'étaient réunis ni concertés à l'avance, et tous se sont rencontrés, avec la plupart des membres des sociétés ouvrières, à l'enterrement de Noir; et je puis vous affirmer que la majeure partie d'entre eux étaient disposés à agir si Rochefort avait dit: « A Paris ! »

(1) Les obsèques de Victor Noir.

Rochefort était maître du mouvement. Il a été assez intelligent et raisonnable pour ne pas donner un ordre funeste et envoyer au massacre les meilleurs soldats de la révolution.

C'est à lui seul que nous devons savoir gré du dénouement de la journée. Quant au peuple, s'il n'a pas pris l'offensive de lui-même, c'est que d'abord il manquait d'armes, et que, de plus, il comprenait que la position stratégique était des plus mauvaises.

Les délégués de la Chambre fédérale se sont émus du danger qu'il y a pour la cause populaire à abandonner ainsi la direction à un ou à quelques hommes.

Des circonstances semblables à celles du 12 peuvent se présenter. Il ne faut pas que la population ouvrière et socialiste soit exposée à ce que le mot d'ordre soit, dans un quartier « Combat » et, dans un autre, « Abstention ». Pour éviter tout malentendu compromettant, et aussi pour empêcher que quelques individualités ne s'emparent du mouvement, nous avons décidé que désormais nous suivrions attentivement le mouvement politique, et que dans toutes occasions nous nous consulterions sur ce qu'il y aurait à faire. Les esprits sont montés; la révolution s'avance; il ne faut pas nous laisser déborder.

Je ne crois pas que maintenant les partis bourgeois multicolores désirent la révolution. Les idées ont marché depuis un an, et ils craignent le socialisme, qu'ils voient grandir. Sans doute, une émeute vaincue les satisferait, car ce serait une occasion de proscription contre nous; mais nous serons d'autant plus prudents que nous nous sentons seuls. Nous devons du même coup abattre toutes les têtes de l'hydre; mais il ne faut pas que nous les manquions, et c'est pourquoi nous hésitons.

Si, cependant, comme vous le dites, on porte atteinte aux droits restreints dont nous jouissons; si, par exemple, on arrache Rochefort à son banc pour le jeter dans une prison, que devons-nous faire?...

Paris, le 8 mars 1870.

Mon cher Aubry,

Vous avez su mon arrestation et ma détention préventive en cellule pendant quatorze jours. Depuis ma mise en liberté,

provisoire sans doute, car je n'ai pas même subi un interrogatoire et suis sorti sans explication aucune, j'essaye de reprendre le fil de mes occupations, et je dois vous assurer que cela fait un drôle d'effet d'être retranché comme ça pendant quinze jours de la vie publique et d'y reparaitre ensuite subitement, sans transition. Il est vrai que les monceaux de papiers, correspondances, imprimés, que l'on m'a saisis et qui ne m'ont pas encore été rendus contribuent à augmenter cette espèce d'interruption dans mon existence. Je suis privé de mon carnet sur lequel j'avais une foule d'adresses, et quand je vais pour écrire à un ancien correspondant, si la mémoire me fait défaut, je ne sais plus comment adresser ma lettre.

Et vous voulez que je devienne moins révolutionnaire en présence d'un état de choses pareil, qui semble encore s'aggraver tous les jours ? Quand l'arbitraire et l'iniquité auront disparu, quand la liberté et la justice régneront sur la terre, je ne serai plus révolutionnaire, mais jusque-là croyez bien que plus je serai exposé à supporter les coups du despotisme, plus je m'irriterai contre lui et plus je serai dangereux. Mais vous avez tort de croire un seul instant que je néglige le mouvement social pour le mouvement politique. Non, ce n'est qu'au point de vue vraiment socialiste que je poursuis l'œuvre révolutionnaire. Mais vous devez bien comprendre que nous ne pouvons rien faire, comme réforme sociale, si le vieil Etat politique n'est pas anéanti ! N'oublions pas qu'en ce moment l'empire n'existe plus que de nom et que le gouvernement est l'enjeu des partis. Si, dans ces circonstances graves, le parti socialiste se laissait endormir par la théorie abstraite de la science sociologique, nous pourrions bien nous réveiller un beau matin sous de nouveaux maîtres plus dangereux pour nous que ceux que nous subissons en ce moment, parce qu'ils seraient plus jeunes, et, conséquemment, plus vigoureux et plus puissants.

Tout en préparant l'organisation sociale future, ayons l'œil au mouvement politique. Sur la demande des sections lyonnaises de l'Internationale, les sections parisiennes se sont consultées pour l'envoi d'un délégué à la grande assemblée qui doit se tenir à Lyon dimanche. J'ai été nommé hier soir délégué, à cet effet, dans une réunion des délégués des diverses sections. Il a ensuite été proposé de former une fédération des

sections internationales parisiennes. Une commission de huit membres est chargée d'élaborer un projet de statuts que l'on soumettra ensuite aux sections. Ça va faire une troisième fédération ouvrière à Paris ; c'est regrettable, mais enfin le mauvais vouloir des sociétés parisiennes à s'unir à l'Internationale nous y oblige. Plus tard, nous verrons s'il n'y a pas lieu de fusionner.

Les sections sont déjà au nombre de treize. Cinq sont corporatives, cinq locales, banlieue ou quartiers de Paris, et trois cercles : cercle d'études sociales, cercle socialiste et cercle positiviste.

Le mouvement est en bonne voie.

Albert Richard me dit, dans une de ses lettres, qu'il espère que vous viendrez à Lyon. Si cela est, comme je le désire, je vous prie de m'en prévenir, afin que nous fassions route ensemble. Bastelica, de Marseille, y sera. Il y aura sans doute aussi des délégués de Genève, des montagnes neuchâteloises et des environs de Lyon. Ce sera, comme vous dites dans la *Réforme sociale*, un petit congrès. Je serais très heureux que vous y fussiez. En dehors du meeting, nous pourrions nous entendre sur bien des points. Ce serait très utile. J'ai reçu, dimanche, six numéros 5 de la *Réforme sociale*. Gest m'avait remis les numéros 2 et 3. Si vous pouviez m'envoyer le numéro 4, j'en serais bien aise. S'il vous reste encore des numéros 1 et 2 et que cela ne vous gêne point, pourriez-vous apporter ou m'envoyer une dizaine des premiers et une trentaine des seconds pour compléter la distribution du *Rapport de la grève d'Elbeuf* aux sociétés parisiennes. Il est bien entendu que s'il ne vous en restait pas, cela ne ferait rien...

E. VARLIN.

Paris, 25 mars 1870.

Mon cher Aubry,

... En revenant de Lyon, je suis passé par le Creusot pour me renseigner exactement sur la situation des ouvriers de ce pays, et pour essayer d'y constituer une section de l'Internationale. Une réunion privée y a été organisée immédiatement pour le vendredi soir, et là j'ai pu exposer les principes, l'organisation et le but de l'Internationale, et tous les citoyens

présents ont été parfaitement d'avis de former une section. Depuis mon retour je leur ai envoyé des cartes et des statuts, et je ne doute pas que d'ici peu nous ayons là une section importante, sinon comme nombre des membres, attendu les difficultés qui s'opposent à ce que les ouvriers de l'usine puissent agir ouvertement, du moins comme situation au milieu d'un centre industriel aussi important.

Pendant notre voyage, je vous ai parlé de notre projet de fédération des sociétés parisiennes de l'Internationale. Je vous envoie, ci-joint, une copie des statuts projetés; vous verrez que nous nous proposons d'activer notre œuvre. Les sections se multiplient à Paris, et plusieurs sociétés ouvrières sont sur le point d'adhérer. J'ai eu, lundi dernier, la visite du président de la Société de résistance des ouvriers de Reims, Rethel et pays environnants. Ils sont seize cents sociétaires et ont adhéré à l'Internationale. Chaque dimanche ils font des réunions publiques dans les localités de la contrée et y développent les principes collectivistes et de liquidation sociale auxquels se sont ralliées presque toutes les sections.

Nous avons reçu des nouvelles de Cluseret, qui travaille les Américains au nom des sociétés ouvrières de Paris.

J'espère faire publier dans la *Marseillaise* son adresse aux travailleurs américains, que vous pourrez reproduire dans la *Réforme sociale*.

A vous d'amitié.

E. VARLIN.

Paris, le 2 avril 1870.

Mon cher Aubry,

J'arrive de Lille.

Cette réunion a été unanimement d'accord pour entreprendre de poursuivre énergiquement la formation de sociétés corporatives et d'une fédération ouvrière à Lille, le tout parfaitement relié à notre Association internationale des travailleurs, etc.

Au moment où j'écris cette lettre, Malon vient me voir et m'apprend qu'il part ce soir au Creusot comme représentant de la *Marseillaise*. Encore un voyage qui, dans les circonstances actuelles, profitera à l'Internationale.

Tout à vous.

E. VARLIN.

Ci-joint un exemplaire du projet des statuts de notre Fédération internationale parisienne.

Paris, le 5 avril 1870.

Mon cher Aubry,

Je viens de recevoir une lettre du citoyen Patrice, de Lille, qui m'apprend que la grande réunion projetée pour dimanche prochain est ajournée à un mois environ. Le comité d'initiative a sans doute reconnu qu'il valait mieux organiser d'abord, même petitement, que de faire des réunions à sensation. Je crois qu'il a bien fait. Par conséquent, l'invitation officieuse que je vous avais adressée est nulle. D'ailleurs, vous devez avoir reçu une lettre de Patrice.

J'irai tout de même à Lille, samedi, pour les aider à s'organiser.

Notre Assemblée générale des membres des sociétés parisiennes de l'Internationale, qui devait avoir lieu dimanche, est remise au lundi 18 avril. Le mouvement marche bien ici. Vous verrez, dans la *Marseillaise* d'aujourd'hui, notre manifeste sur la grève du Creusot. Maintenant, mon cher Aubry, j'ai à vous adresser quelques observations critiques à propos de votre projet de congrès national. Il me semble que vous auriez dû, avant de convoquer publiquement les sociétés ouvrières de France à un congrès dont vous fixez vous-même la date et le programme, il me semble, dis-je, que vous auriez dû consulter ces sociétés sur l'opportunité de ce congrès et sur les questions à mettre à l'ordre du jour. Cette critique est entièrement personnelle, sachez-le bien. Je ne suis autorisé à parler au nom de personne aujourd'hui, mais jeudi, je communiquerai votre appel à la Chambre fédérale, et j'entrevois bien des observations.

Pour quant à moi, je trouve le congrès précipité, peut-être inopportun. Nous sommes dans une période de propagande et d'organisation, et je doute que les sociétés, qui, actuellement, ont assez de frais et d'occupations pour ces deux choses, puissent entreprendre sérieusement un congrès. Je regrette que votre appel ait été rendu public, car toutes ces observations auraient dû se faire sans que nos ennemis soient dans la confiance, comme ils seraient forcés d'y être si le congrès venait à ne pas se faire.

Voulez-vous servir la *Réforme sociale* à Giroux (Adolphe), fleur à Bouff-sur-Suisse; et Rouyer, tisseur à Heutregreville (Marne), en compte?

Salut cordial.

E. VARLIN.

Lille, le 11 avril 1870.

Mon cher Aubry,

Nous avons eu, samedi et dimanche, deux nouvelles réunions privées dans lesquelles j'ai dû expliquer encore l'organisation corporative et fédérative des ouvriers.

Afin de ne pas perdre plus de temps, j'ai demandé qu'on entrât immédiatement dans la pratique, et, sur ma proposition, il a été décidé que l'on formerait immédiatement une petite section de l'Internationale, qui réunirait les efforts des citoyens de bonne volonté de toutes professions.

Cette section devra prendre l'initiative d'organiser les syndicats corporatifs, au fur et à mesure que l'on aura pu réunir les éléments nécessaires, et elle servira de suite de lien fédératif entre les corporations organisées.

La section doit être administrée par un conseil fédéral composé de neuf membres nommés par l'Assemblée générale de tous les adhérents et de deux délégués de chaque corporation fédérée.

Les adhérents isolés versent dix centimes par semaine; les membres des sociétés, cinq centimes par semaine également. Vous le voyez, nous avons copié un peu sur votre fédération et un peu sur celle de Lyon. Je crois que maintenant le mouvement va bien continuer.

Le *Progrès du Nord* promet de soutenir la campagne. Je doute que son concours soit très zélé, mais enfin il sera utile tout de même pour les communications et les appels à adresser aux diverses corporations, et surtout pour répondre aux attaques auxquelles ne pourront manquer de se trouver en but les propagateurs du mouvement. Déjà l'*Echo du Nord* de vendredi avait publié une petite note méchamment insidieuse, que le *Progrès* a relevée immédiatement, ce qui a forcé l'*Echo* à une reculade complète. Comme il y a dans la Normandie et le Nord beaucoup d'industries similaires, votre fédération est appelée à avoir de sérieuses relations avec celle de Lille.

Provisoirement vous pouvez toujours adresser vos communications au citoyen Patrice, 10, rue du Molinel.

La grande réunion projetée tout d'abord ne pourra guère avoir lieu avant trois semaines. Ce qui importait avant tout, c'était d'organiser; c'est à quoi nous nous sommes appliqués.

A vous etc...

P. S. — Voudriez-vous faire l'échange avec le *Progrès du Nord*? Voici son adresse: 48, rue Esquermoise (Lille).

Paris, le 20 avril 1870.

Mon cher Aubry,

J'ai remis aux délégués des sociétés ouvrières les vingt numéros de la *Réforme sociale* que vous m'avez envoyés.

Dans ses deux dernières séances, la Chambre fédérale a été absorbée par d'autres questions qui l'ont empêchée de s'occuper de votre congrès. Je crois même qu'il serait prudent de le reculer un peu, à cause du plébiscite, la préoccupation générale en ce moment.

La Chambre fédérale et les sections internationales de Paris ont résolu de faire ensemble un manifeste antiplébiscitaire.

Nous protestons contre l'empire en particulier, et, en général, contre toutes individualités qui croiraient pouvoir s'arroger le droit de poser des questions au peuple, sans lui permettre de les discuter. Nous revendiquons la souveraineté absolue du peuple, le gouvernement direct par le peuple. Nous affirmons la République sociale universelle. Nous protestons contre le plébiscite et contre son résultat, quel qu'il soit, et nous recommandons à nos frères travailleurs l'abstention sous toutes ses formes.

C'est cette question qui a pris toute la dernière séance de la Chambre fédérale.

Nous avons eu lundi notre Assemblée générale des sections parisiennes de l'Internationale pour constituer la fédération. Je n'ajouterai aucun détail à ceux que vous a portés la *Marseillaise*. Le temps me manque: je dois quitter Paris demain, pour un temps assez long, et j'ai encore beaucoup à faire. Vous adresserez désormais vos correspondances pour la Chambre fédérale à Theisz, rue de Jessaint, n° 12, à Paris; pour la Caisse fédérative des 5 centimes, à Lombard (secré-

taire), rue Saint-Martin, n° 318, à Paris; pour l'Internationale, à Langevin, à Grenelle-Paris, rue de l'Eglise, n° 60.

Je ne puis vous envoyer les adresses des sociétés parisiennes, comme vous me le demandez; mais, comme toutes les sociétés font partie de l'une ou de l'autre des trois fédérations, vous pouvez adresser vos lettres, pour la totalité des sociétés composant une fédération, au secrétaire de cette fédération, qui les fera parvenir directement.

Pour la Chambre fédérale, comptez quarante sociétés; pour la Caisse fédérative, comptez-en vingt; et pour l'Internationale, vingt-cinq.

J'ai pris les mesures suivantes pour le règlement de nos comptes...

Vous pourrez adresser à Delacour, rue d'Assas, 52, à Paris, le montant des 500 statuts de l'Internationale que je vous ai livrés...

Veillez envoyer le règlement des statuts aussitôt que possible, afin que nous puissions, sans un nouveau déboursé, solder le troisième tirage.

A vous fraternellement.

E. VARLIN.

Les Sociétés ouvrières ⁽¹⁾

Pendant que nos hommes d'Etat essaient de substituer un gouvernement parlementaire et libéral (style Orléans) au régime du gouvernement personnel, et espèrent ainsi détourner la Révolution qui s'avance menaçante pour leurs privilèges; nous, socialistes, qui, par expérience, savons que toutes les vieilles formes politiques sont impuissantes à satisfaire les revendications populaires, nous devons, tout en profitant des fautes et des maladroites de nos adversaires, hâter l'heure de la délivrance. Nous devons nous employer activement à préparer les éléments d'organisation de la société future, afin de rendre plus facile et plus certaine l'œuvre de transformation sociale qui s'impose à la Révolution.

Les Etats politiques n'ont été, pour ainsi dire, que la continuation du régime de conquête, qui préside à l'établissement de l'autorité et à l'asservissement des masses: gouvernements républicains, comme en Suisse ou aux Etats-Unis; constitutionnels et oligarchiques, comme en Belgique ou en Angleterre; autocratiques, comme en Russie; ou personnels, comme en France, depuis l'Empire: c'est toujours l'autorité chargée de maintenir les populations laborieuses dans le respect de la loi établie au profit de quelques-uns. Cette autorité peut être plus ou moins rigide, plus ou moins arbitraire; mais cela ne change pas la base des relations économiques, et les travailleurs restent toujours à la merci des détenteurs du capital.

Pour être définitive, la révolution prochaine ne doit pas s'arrêter à un simple changement d'étiquette gouvernementale, ou à quelques réformes de détail; elle doit affranchir radi-

(1) *La Marseillaise*, 11 mars 1870.

calement le travailleur de toutes exploitations : capitaliste ou politique; et établir la justice dans les rapports sociaux.

La société ne peut plus laisser à l'arbitraire des privilégiés de la naissance ou de la réussite la disposition de la richesse publique; produit du travail collectif, elle ne peut être employée qu'au profit de la collectivité; tous les membres de la société humaine ont un droit égal aux avantages qui en découlent.

Mais cette richesse sociale ne peut assurer le bien-être de l'humanité qu'à la condition d'être mise en œuvre par le travail.

Si donc le capitaliste, industriel ou commerçant, ne doit plus disposer arbitrairement des capitaux collectifs, qui donc les fera fructifier à l'avantage de tous ? Qui, en un mot, va organiser la production et la répartition des produits ?

A moins de vouloir tout ramener à un Etat centralisateur et autoritaire, qui nommerait les directeurs d'usines, de manufactures, de comptoirs de répartition, lesquels directeurs nommeraient à leur tour les sous-directeurs, contremaitres, chefs d'ateliers, etc., et d'arriver ainsi à une organisation hiérarchique de haut en bas du travail, dans laquelle le travailleur ne serait plus qu'un engrenage inconscient, sans liberté ni initiative; à moins de cela, nous sommes forcés d'admettre que les travailleurs, eux-mêmes, doivent avoir la libre disposition, la possession de leurs instruments de travail, sous la condition d'apporter à l'échange leurs produits au prix de revient, afin qu'il y ait réciprocité de services entre les travailleurs des différentes spécialités.

C'est à cette dernière idée que tendent à se rallier la plupart des travailleurs qui, depuis quelques années, poursuivent énergiquement l'affranchissement de leur classe. C'est celle qui a prévalu dans les différents congrès de l'Association internationale des travailleurs.

Mais il ne faut pas croire qu'une telle organisation puisse facilement s'improviser de tous points. Il ne suffit pas, pour cela, de quelques hommes intelligents, dévoués, énergiques. Il faut surtout que les travailleurs, *appelés ainsi à travailler ensemble librement et sur le pied d'égalité respectueuse*, soient déjà préparés à la vie sociale.

Une des plus grandes difficultés que les fondateurs de

sociétés de tout genre, tentées depuis quelques années, ont rencontrée, c'est *l'esprit d'individualisme*, développé à l'excès chez la plupart des hommes, et même chez ceux qui comprennent que par l'association seulement les travailleurs peuvent améliorer les conditions de leur existence et espérer leur affranchissement.

Eh bien ! les sociétés ouvrières, sous quelques formes qu'elles existent actuellement, ont déjà cet immense avantage d'habituer les hommes à la vie de société, et de les préparer ainsi pour une organisation sociale plus étendue. Elles les habituent, non seulement à s'accorder et à s'entendre, mais encore à s'occuper de leurs affaires, à s'organiser, à discuter, à raisonner de leurs intérêts matériels et moraux, et toujours au point de vue collectif, puisque leur intérêt personnel, individuel, direct, disparaît dès qu'ils font partie d'une collectivité.

Joint aux avantages que chacune de ces sociétés peut procurer à ses membres, il y a, dans ce fait du développement de la sociabilité, de quoi les faire recommander toutes par les citoyens qui aspirent à l'avènement du socialisme.

Mais les sociétés corporatives (résistance, solidarité, syndicat) méritent surtout nos encouragements et nos sympathies, car ce sont elles qui forment les éléments naturels de l'édification sociale de l'avenir; ce sont elles qui pourront facilement se transformer en associations de producteurs; ce sont elles qui pourront mettre en œuvre l'outillage social et organiser la production.

Beaucoup de leurs membres, souvent, sont inconscients, au début, du rôle que ces sociétés sont appelées à remplir dans l'avenir; ils ne songent d'abord qu'à résister à l'exploitation du capital, ou à obtenir quelques améliorations de détail; mais, bientôt, les rudes efforts qu'ils ont à faire pour aboutir à des palliatifs insuffisants, ou quelquefois même à des résultats négatifs, les amènent fatalement à rechercher les réformes radicales qui peuvent les affranchir de l'oppression capitaliste. Alors ils étudient les questions sociales et se font représenter aux congrès ouvriers.

Le Congrès de l'Association internationale tenu à Bâle en septembre dernier a recommandé à tous les travailleurs de se grouper corporativement en sociétés de résistance, afin

d'assurer le présent et de préparer l'avenir. Je me propose de faire une étude sur les différentes formes de sociétés ouvrières corporatives, et sur leur développement progressif, afin de faire connaître aux travailleurs qui ne sont pas encore constitués les avantages qu'ils peuvent recueillir de leur organisation, et de les faire profiter de l'expérience rudement acquise dans ces dernières années par les autres corporations.

Il faut que les nouveaux groupes se mettent au pas avec les anciens, car ce n'est que par la solidarité, largement comprise, par l'union universelle des travailleurs de toutes professions et de tous pays, que nous arriverons sûrement à la suppression des privilèges et à l'égalité pour tous.

EUGÈNE VARLIN.

Un Souvenir de la "Marmite"

Mon cher Guillaume,

Vous me demandez quelques lignes sur Eugène Varlin, pour la *Vie Ouvrière*.

Nul plus que moi n'est prêt à honorer la mémoire de ce noble champion de l'Internationale; mais pour parler de lui de façon à intéresser les lecteurs, il faudrait l'avoir connu dans son intimité. Ce n'est pas mon cas.

Mon ami Aristide Rey m'a présenté à lui, vers la fin de 1869, comme adhérent à la *Marmite*, restaurant coopératif que Varlin venait de fonder avec quelques camarades, dans la rue Larrey.

Membre de l'Internationale, j'avais pris part, en septembre 1868, au Congrès de la Paix à Berne, auquel les membres de la deuxième Commission parisienne de l'Internationale, à ce moment détenus à Sainte-Pélagie (Combault, Malon, Varlin, Landrin, etc.), avaient envoyé, par une adresse bien connue, l'expression de leurs sympathies. Amené par Rey à la réunion tenue à l'Hôtel de l'Ours, j'avais signé, avec Bakounine, Elisée Reclus, Rey, Jaclard, Joukovsky, Fanelli, Friscia, etc., la Déclaration de la minorité, et adhéré à l'Alliance. En 1869, Rey m'avait fait connaître l'organisation secrète qui s'était formée parmi les militants de l'Internationale de divers pays. En 1870, je fis partie de la Commission de statistique nommée par le Conseil fédéral parisien, avec P. Robin, Bachruch, Mangold et Langevin, et nous essayâmes, au lendemain de la nouvelle dissolution légale de l'Internationale (troisième procès, 5 juillet), de continuer l'œuvre commencée, en dépit de la magistrature de l'Empire.

Au début de la guerre, j'étais retourné à Mulhouse, que je quittai le 16 septembre pour m'engager dans une com-

pagnie de francs-tireurs, d'où je passai à la 1^{re} Légion des mobilisés d'Alsace-Lorraine. Après le licenciement de ce corps, je rentrai auprès des miens, et pour diverses raisons, je ne pus retourner à Paris que le 10 mai 1871. J'y trouvai la Commune en plein désarroi. Je pris part aux combats de la semaine sanglante parmi les combattants aux bras nus de Delescluze, et je fus blessé le jeudi en défendant la barricade du Château-d'Eau.

Mais revenons à la *Marmite*. J'en ai conservé un excellent souvenir. On y prenait des repas modestes, mais bien accommodés, et la gaieté régnait autour des tables. Les convives étaient nombreux. Chacun allait chercher lui-même ses plats à la cuisine, et en inscrivait le prix sur la feuille de contrôle qu'il remettait avec son argent au camarade chargé de le recevoir.

Généralement, on ne s'attardait pas, et, pour laisser la place à d'autres, on s'en allait après avoir satisfait son appétit.

Parfois, cependant quelques camarades plus intimes prolongeaient la séance, et l'on causait. On chantait aussi. Le beau baryton Alphonse Delacour nous disait du Pierre Dupont, le *Chant des Ouvriers*, la *Locomotive*, etc. La citoyenne Nathalie Le Mel ne chantait pas; elle philosophait et résolvait les grands problèmes avec une simplicité et une facilité extraordinaires. Nous l'aimions tous; elle était déjà la doyenne. J'apprends avec joie qu'elle est encore fidèle à son poste, et je la salue de tout mon cœur, au nom des anciens de la *Marmite*, et en l'associant à l'hommage que vous vous apprêtez à rendre à la mémoire héroïque d'Eugène Varlin.

CH. KELLER.

Varlin conspirateur

Dans ces quelques pages, par lesquelles j'ai tenu à m'associer à l'initiative des camarades désireux de faire revivre, pour la jeune génération, la figure d'Eugène Varlin, je ne parlerai que d'un seul côté de son action.

D'autres parties de ce numéro montrent Varlin syndicaliste, Varlin coopérateur; Varlin combattant à la fois l'Empire et les politiciens ambitieux qui n'attaquaient Napoléon III que pour substituer au César un gouvernement de classe à étiquette républicaine. Nous voyons aussi Varlin jeune ouvrier studieux, s'efforçant d'acquérir les connaissances qui lui manquent pour les mettre au service de la lutte ouvrière, — tel, en 1838, Proudhon, « né et élevé dans la classe ouvrière », s'appropriant à s'assimiler la philosophie et la science afin de « travailler sans relâche, avec toute l'énergie de sa volonté et toutes les puissances de son esprit, à l'affranchissement complet de ses frères et compagnons ».

Ce que je veux montrer ici, c'est Varlin conspirateur, associé à une phalange d'hommes d'action de divers pays, qui, pressentant l'effondrement prochain de l'Empire, se concertaient en 1869-1871 dans l'espoir de faire sortir des événements la révolution internationale et l'émancipation des travailleurs, « œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

En 1864, il s'était constitué en Italie, sur l'initiative de Michel Bakounine, le révolutionnaire russe évadé de Sibérie en 1861, une organisation secrète qui com-

prenait des Italiens, des Français, des Polonais et des Russes, et plus tard des membres appartenant à d'autres pays encore. Elle s'était donné le nom d'*Alliance des révolutionnaires socialistes*, et aussi celui de *Fraternité internationale*. Au bout de quatre ans, ses membres voulurent que leur organisation, tout en conservant son caractère intime de société secrète, manifestât ses principes au grand jour par la création d'une association publique: fondée le 25 septembre 1868, à Berne, cette association publique s'appela *Alliance internationale de la démocratie socialiste*; elle demanda aussitôt, par l'intermédiaire de son Bureau central, son affiliation à l'Internationale. On sait que le Conseil général de Londres, de même que les Belges et les Jurassiens, élevèrent des objections, non contre le programme de cette Alliance, — car, ainsi que l'écrivaient les Belges, par la plume de César De Paepe, au groupe initiateur, « vos idées sont les nôtres, sont celles mêmes de l'Internationale des travailleurs », — mais contre sa constitution en un corps distinct. L'Alliance alors prononça la dissolution de son organisation particulière; son Bureau central cessa d'exister, et les sections qui la composaient (elles étaient au nombre de quatre ou cinq) ou bien entrèrent dans l'Internationale comme simples sections de la grande Association (ce fut le cas de la section de l'Alliance à Genève), ou bien se fondirent dans la section la plus voisine de l'Internationale.

Quant à la *Fraternité internationale*, cette société secrète subit, en janvier 1869, une crise qui mit fin à son existence. On m'a raconté que les dissentiments survenus dans son sein s'étaient produits à l'occasion d'un voyage de propagande fait en Espagne dans l'automne de 1868 par Fanelli, Elie Reclus et Aristide Rey, et d'une indiscretion commise par Malon; il y avait eu, en outre, désaccord au sujet de l'admission

des femmes, demandée par Mroczkowski et quelques autres. Mais après la dissolution de la Fraternité, quelques-uns des membres fondateurs, entre autres Bakounine et Fanelli, continuèrent leur action collective comme par le passé, et cherchèrent à recruter de nouveaux adhérents pour l'organisation secrète internationale.

C'est alors que Bakounine, pendant sa visite au Locle (20-22 février 1869), me parla de l'utilité, à ce moment où de graves événements se préparaient en France, d'une entente intime entre les révolutionnaires:

« Il me lut un programme contenant des choses qui répondaient entièrement à mes propres aspirations, et me demanda si je ne voudrais pas me joindre à ceux qui avaient créé cette organisation. Ce qui me frappa surtout dans les explications qu'il me donna, c'est qu'il ne s'agissait point d'une association du type classique des anciennes sociétés secrètes, dans laquelle on dût obéir à des ordres venus d'en haut: l'organisation n'était autre chose que le libre rapprochement d'hommes qui s'unissaient pour l'action collective, sans formalités, sans solennité, sans rites mystérieux, simplement parce qu'ils avaient confiance les uns dans les autres et que l'entente leur paraissait préférable à l'action isolée.

« A ces ouvertures, je répondis, naturellement, que j'étais tout prêt à m'associer à une action collective dont le résultat devait être de donner plus de force et de cohésion au grand mouvement dont l'Internationale était l'expression. J'ajoutai que mon vieil ami Constant Meuron (1) était tout désigné pour être l'un des nô-

(1) Constant Meuron (1804-1872), d'une famille de l'aristocratie neuchâteloise (il avait renoncé, comme son père, à la particule), avait été l'un des chefs de l'insurrection républicaine de 1831, qui avait cherché à soustraire la principauté de Neuchâ-

tres. Nous lui en parlâmes le jour même, et il nous donna aussitôt son adhésion sans réserve; il avait appartenu, avant 1848, à la Charbonnerie, et, en sa qualité de vieux conspirateur, il se réjouissait à la pensée que l'Internationale serait doublée d'une organisation secrète qui la préserverait du danger que pouvaient lui faire courir les intrigants et les ambitieux (1). »

* * *

La première moitié de l'année 1869 fut marquée par de grandes agitations ouvrières et politiques. En Belgique, en avril, des grèves sanglantes à Seraing et à Frameries, l'emprisonnement de Hins, la mort de sa femme, la pauvre Jeanne Brismée (17 mai). En Suisse, les grèves du bâtiment et des typographes à Genève (mars-juin), celle du bâtiment à Lausanne, étouffée par la levée d'un bataillon de milices (25 mai). En Espagne, où les Cortès cherchaient un roi, et où Serrano fut, en attendant, nommé régent (15 juin), le printemps avait vu des émeutes populaires réclamant l'abolition de la conscription; carlistes et républicains préparaient la guerre civile qui devait éclater bientôt et durer jusqu'en octobre. En France, malgré la dissolution du Bureau parisien de l'Internationale en 1868, le mouvement ouvrier prenait de plus en plus d'intensité, et les idées communistes étaient hautement proclamées dans les réunions publiques; on se préparait à envoyer des délégués au quatrième Congrès général de l'Internationale qui devait se réunir à Bâle en septembre, et c'était la Société des relieurs qui,

tel à la souveraineté du roi de Prusse. Arrêté et condamné à mort, il vit sa peine commuée en détention perpétuelle; il s'évada en 1834 et vécut en exil jusqu'en 1848. Au moment où je le connus, il vivait, au Locle, du modeste emploi de teneur de livres d'un atelier de monteurs de boîtes d'or.

(1) *L'Internationale, Documents et Souvenirs*, tome 1^{er}, p. 130.

sur l'initiative de Varlin, avait lancé en mai un appel pour engager les chambres syndicales françaises à s'y faire représenter; les élections générales pour le Corps législatif avaient été faites les 23-24 mai et les 6-7 juin; des candidats radicaux avaient été élus: Raspail à Lyon, Gambetta à Paris et à Marseille; la candidature révolutionnaire de Rochefort avait été posée; enfin, le 17 juin, à la Ricamarie, près de Saint-Etienne, avait eu lieu un premier massacre de grévistes.

En présence de cette situation, il importait plus que jamais de rapprocher les militants les uns des autres, de créer entre eux des liens étroits, de les engager et de les habituer à l'action commune. Déjà en Espagne et en Suisse, l'organisation intime dont je viens de parler avait recruté des adhérents nouveaux. En France, elle avait des affiliés à Lyon et dans le Midi; mais à Paris, parmi les internationaux, elle ne comptait encore que deux membres, deux jeunes socialistes qui avaient assisté au Congrès de Berne en 1868: Aristide Rey et Ch. Keller; il était indispensable que dans ce foyer du futur mouvement révolutionnaire elle réussit à s'implanter parmi les ouvriers. Le Congrès de Bâle allait fournir l'occasion cherchée.

Parmi les délégués à ce Congrès, plusieurs étaient des nôtres: les deux délégués de Barcelone, le typographe Rafael Farga et le médecin G. Sentinon; deux délégués français, le tailleur Palix, de Lyon, et un licencié ès sciences, expulsé de Belgique où il avait été professeur libre et qui allait se fixer pour quelque temps à Genève, Paul Robin; un Jurassien, l'ouvrier graveur Adhémar Schwitzguébel. Aristide Rey était venu au Congrès comme journaliste. Bakounine, Rey et moi nous nous mîmes à étudier les délégués parisiens. Tout naturellement, ce fut à Varlin que nous nous adressâmes. Je le connaissais depuis 1866, l'ayant vu au premier Congrès de l'Internationale, à Genève;

nous savions qu'il avait été l'âme de la seconde Commission parisienne de l'Internationale, dont il avait présenté la défense au procès de mai 1868; et que c'était lui qui avait battu le rappel en 1869 dans des chambres syndicales pour qu'elles envoyassent à Bâle le plus grand nombre possible de délégués; nous savions en outre qu'il était communiste et non mutualiste, mais que son communisme était fédéraliste, comme le nôtre. Il fut décidé que Rey et moi nous lui ferions des ouvertures.

« Un des derniers jours du Congrès, nous l'emmenâmes dans la chambre d'hôtel qu'occupait Rey, nous lui fîmes part de notre désir; et, comme il se montrait tout disposé à s'associer à l'action collective que nous lui propositions, nous lui donnâmes connaissance de notre programme: il nous dit que ces idées étaient aussi les siennes; nous échangeâmes une fraternelle poignée de mains, et il fut convenu que Varlin et moi nous correspondrions le plus régulièrement possible pour nous tenir au courant de ce qui se passerait dans nos milieux respectifs (1). »

* * *

Je vais montrer, en un bref résumé, les traces de cette action collective et de cette entente intime entre les militants français, espagnols, suisses, etc., après le Congrès de Bâle, jusqu'à la guerre et au siège de Paris.

Sentinon n'était pas rentré en Espagne tout de suite après le Congrès. Il s'était rendu en Belgique, où, dans la région de Liège, il avait pris des informations précises et techniques en vue de l'armement des révolutionnaires de la Catalogne. Revenu en Suisse, il assiste le 23 novembre à une réunion au Locle, où il prend la parole: il dit que le mouvement insurrectionnel ré-

(1) *L'Internationale*, tome I^{er}, p. 245.

publicain, en Espagne, n'a pas réussi parce que le but de ce mouvement était purement politique: « mais la situation est loin d'être défavorable, et ce qui est de bon augure pour l'avenir du socialisme dans ce pays, c'est que l'antagonisme entre les paysans et les ouvriers n'y existe pas; les paysans désirent une révolution encore plus que les ouvriers des villes; en Catalogne, c'est un fait connu que les paysans sont communistes. » Le 4 décembre, Sentinon et moi nous nous rendîmes ensemble à Lyon; nous y assistâmes, le 5, à un conciliabule de militants socialistes; et nous repartîmes, le lendemain 6, lui pour Marseille et Barcelone, moi pour Genève et Neuchâtel. L'impression que nous remportions du milieu lyonnais était plutôt défavorable: en dehors de Palix, de Charvet et de deux ou trois autres, nous n'avions pas rencontré là d'éléments sérieux.

A Paris, Varlin s'était mêlé activement au mouvement des élections complémentaires du 21 novembre, — où Rochefort fut élu, avec le mandat impératif, à Belleville, la circonscription de Gambetta (qui avait opté pour Marseille), — ainsi qu'à la constitution d'une fédération des « chambres syndicales », sous le nom de *Chambre fédérale des sociétés ouvrières*. Varlin n'était à aucun degré partisan de la politique parlementaire; comme il l'expliqua dans une correspondance envoyée à *l'Egalité* de Genève (numéro du 4 décembre), les socialistes n'avaient profité de la campagne électorale que « pour détruire le prestige de toutes ces personnalités bourgeoises, plus ou moins radicales, qui étaient un danger sérieux pour la révolution sociale ». Quand fut fondée la *Marseillaise* (9 décembre), il fit partie du Comité du journal, et m'expliqua, dans une lettre dont un fragment a été reproduit dans le *Progrès* du Locle, quelle serait l'attitude du quotidien révolutionnaire: il aurait une partie politique,

confiée à Rochefort, et une partie sociale, confiée à Millière. Pour la politique, Varlin disait : « La question de la chute prochaine de l'Empire prime tout le reste, et les socialistes doivent, sous peine d'abdiquer, prendre la tête du mouvement... Les rédacteurs de la partie politique devront toujours être complètement révolutionnaires, non seulement contre l'Empire, mais contre toutes les institutions gouvernementales actuelles. » Quant à la partie socialiste, « la plus importante », disait Varlin, « les principes que nous devons nous efforcer de faire prévaloir sont ceux de la presque unanimité des délégués de l'Internationale au Congrès de Bâle, c'est-à-dire le collectivisme ou le communisme non autoritaire ».

La *Marseillaise* fut, pendant sa courte existence, le véritable organe de l'Internationale en France. Varlin avait écrit au lithographe Aubry, de Rouen, rédacteur de la *Réforme sociale*, en même temps qu'à moi; il lui expliquait que les fondateurs du journal se proposaient « de préparer la révolution sociale européenne », et ajoutait : « La partie politique du journal n'est que l'accessoire, la partie sociale est la seule importante pour nous. Il faut nous appliquer à la rendre intéressante et sérieuse, afin qu'elle prenne chaque jour plus d'extension dans le journal. Pour cela nous avons besoin du concours de tous nos amis, me disait Millière dans notre entrevue de ce matin. »

A la suite d'incidents trop longs à raconter, deux militants très zélés, Paul Robin et son ami Ch. Perron, avaient eu l'idée de faire parvenir au Conseil général de Londres une adresse collective pour lui reprocher son inaction et l'engager à resserrer ses liens avec l'Association par des communications fréquentes et régulières (1). A cette fin, ils sollicitèrent

(1) V. sur cet incident *L'Internationale*, tome I^{er}, pp. 269-270.

des signatures d'adhésion, en Suisse d'abord, puis en Italie et en Espagne: le document avait été envoyé en dernier lieu à Sentinon, qui devait le transmettre à Paris; de Paris il irait à Lyon, et de Lyon il retournerait à Genève. On a la lettre écrite à Varlin par Sentinon, le 1^{er} février 1870, en lui transmettant cette pièce; notre ami barcelonais disait : « A vous, qui suivez le mouvement actuel de la France, ferons-nous remarquer que les événements les plus graves peuvent surgir d'un jour à l'autre, et qu'il est extrêmement funeste que le Conseil général ne soit pas depuis longtemps en correspondance active avec ceux qui se trouveront à la tête du mouvement révolutionnaire ? » Mais Varlin ne se faisait pas d'illusion sur ce qu'on pouvait attendre du Conseil général; il en connaissait les membres, étant allé à Londres à la Conférence de 1865, où, à la soirée de clôture, Limousin et lui avaient fait danser les filles de Karl Marx; il écrivit à Robin et à Perron pour les engager à renoncer à une démarche inutile et qui serait mal interprétée. Bakounine s'était prononcé dans le même sens; et, sur ce double avis, le projet de remontrance fut abandonné; il n'eût servi qu'à aigrir davantage Marx, devenu très nerveux et plein d'animosité, depuis qu'à Bâle la majorité du Congrès s'était prononcée contre son programme personnel.

Robin, sur ces entrefaites, rentra en France, et, ayant élu domicile à Paris, unit ses efforts à ceux de Varlin et d'autres militants pour la reconstitution de l'Internationale parisienne. Depuis la formation du ministère Emile Ollivier (2 janvier 1870), l'Empire était devenu « libéral »; il fallait essayer de profiter de ce pseudo-libéralisme. Le 7 mars, une réunion de délégués décida de former une Fédération des sections parisiennes; et dans cette réunion Varlin fut choisi pour représenter Paris à une grande assemblée qui devait

avoir lieu à Lyon le 13 mars, assemblée à laquelle Marseille, Vienne (Isère), Aix, la Ciotat, Dijon et Rouen envoyèrent des délégués, Bastelica, Aubry, etc. Ce grand meeting réunit 5.000 personnes (salle de la Rotonde, aux Brotteaux). La Belgique avait envoyé une adresse, rédigée par César De Paepe, traitant la double question de l'attitude du prolétariat à l'égard du mouvement politique et à l'égard du mouvement coopératif; l'adresse faisait à la question une réponse catégorique: « L'Etat politique n'a plus de raison d'être; le mécanisme artificiel appelé gouvernement disparaît dans l'organisme économique, la politique se fond dans le socialisme »; quant à la coopération, « les socialistes ne considèrent pas l'extension et la généralisation des sociétés coopératives comme devant réaliser l'affranchissement intégral du prolétariat ». De Suisse était venu Adhémar Schwitzguébel, qui devait se renseigner à titre confidentiel sur l'état des choses en France, et contrôler par les siennes propres les impressions que j'avais rapportées du milieu lyonnais en décembre. Il était porteur d'une lettre de Bakounine, qui fut communiquée aux militants faisant partie de notre intimité (Aubry n'en était pas). Cette lettre contenait entre autres les passages suivants:

Les ouvriers voudront-ils encore une fois jouer le rôle de dupes? Non. Mais pour ne pas devenir dupes, que doivent-ils faire? S'abstenir de toute participation au radicalisme bourgeois et organiser en dehors de lui les forces du prolétariat. La base de cette organisation est toute donnée: ce sont les ateliers et la fédération des ateliers, la création des caisses de résistance, instruments de lutte contre la bourgeoisie, et leur fédération, non seulement nationale, mais internationale, la création de chambres du travail comme en Belgique.

Et quand l'heure de la révolution aura sonné, vous proclamerez la liquidation de l'Etat et de la société bourgeoise,

c'est-à-dire la vraie, la franche révolution populaire, l'anarchie juridique et politique, et la nouvelle organisation économique de bas en haut et de la circonférence aux centres.

Et, pour sauver la révolution, pour la conduire à bonne fin au milieu même de cette anarchie, l'action d'une dictature collective de tous les révolutionnaires, non revêtue d'un pouvoir officiel quelconque et d'autant plus efficace, l'action naturelle, libre, de tous les socialistes énergiques et sincères disséminés sur la surface du pays, de tous les pays, mais unis fortement par une pensée et par une volonté communes.

L'assemblée de Lyon, qui fut présidée par Varlin, manifesta publiquement l'union des socialistes des trois pays de langue française, et l'on put constater qu'il y avait une étroite communauté de principes entre les sections de l'Internationale en France, en Belgique, et dans le Jura suisse.

L'acte d'accusation du troisième procès de l'Internationale à Paris nous a conservé une lettre écrite par Sentinon à Varlin un mois après la grande manifestation de Lyon. Elle vaut la peine d'être reproduite, parce qu'elle montre combien la pensée des Espagnols était identique à celle des ouvriers français de l'Internationale. La voici:

Mon cher ami, c'est avec le plus grand plaisir que j'observe quelle part active vous prenez dans l'organisation des sociétés ouvrières sur toute la France. Vous voilà dans le beau chemin, le seul qui conduit au but. Tout le temps et tous les efforts voués à d'autres choses sont non seulement perdus, mais directement nuisibles... Voulez-vous que liberté, égalité, fraternité ne cessent d'être des paroles vaines qu'après des siècles? Eh bien, alors, attaquez les gouvernements monarchiques, établissez des républiques de plus en plus démocratiques, amassez des capitaux en épargnant des sous, instruisez-vous de mieux en mieux, et vous aurez l'une après l'autre la liberté, l'égalité et la

fraternité, et en l'an 3000 la justice sera faite sur la terre. Voilà un idéal à faire pleurer de satisfaction un philosophe allemand. Nous autres, travailleurs espagnols, nous n'avons pas cette patience séculaire : nous voulons voir la justice établie le plus tôt possible... Peu nous importe qu'on donne à l'Espagne un roi, ou quel soit ce roi, ou un empereur, ou un président de la République, ou même une douzaine de ces présidents : nous savons d'avance que ce seront les mêmes chiens avec différents colliers.

Une commission de huit membres avait été nommée pour élaborer les statuts de la Fédération parisienne; le projet qu'elle rédigea fut approuvé le 18 mars par une nouvelle réunion de délégués; il fut définitivement adopté dans une assemblée générale des sections parisiennes tenue le 18 avril, salle de la *Marseillaise*, sous la présidence de Varlin, assisté de Robin et d'Avrial. Dans son discours d'ouverture, le président résuma en ces termes la pensée des internationalistes de Paris : « Nous sommes la force et le droit. Nous devons nous suffire à nous-mêmes. C'est contre l'ordre juridique, économique, politique et religieux que nous devons tendre nos efforts. »

Napoléon III et Emile Ollivier avaient décidé, pour raffermir le régime croulant, d'avoir recours à la mise en scène d'un plébiscite. Ce plébiscite fut fixé au 8 mai. Quelques jours avant, le gouvernement ordonna l'arrestation, sous la double inculpation de complot et de société secrète, de « tous les individus qui dirigeaient l'Internationale ». Le 30 avril, la police arrêta, à Paris, Malon, Collot, Casse, Johannard, Murat, Pindy, Rocher, Dugaucque, Avrial, Flahaut, Héligon, Theisz, Landeck, et une douzaine d'autres ouvriers. Varlin, qui était en province, en tournée de propagande, et se trouvait à Chalon, chez Boysset (l'ancien représentant du peuple, proscrit de décembre, rentré en France en 1867), réussit à passer en Belgique. A Lyon,

on arrêta Palix, Richard, Blanc, Chol, A. Martin, L. Martin, Doublet, Bret, Marmonnier, Pulliat, Garnier. A Marseille, Bastelica put se soustraire aux recherches; il se réfugia en Espagne. Les arrestations continuèrent les jours suivants : on emprisonna Assi au Creusot; Aubry à Rouen; Combe à Marseille; Dupin et d'autres à Saint-Etienne; Beauvoir, Dumartheray et d'autres à Lyon; Ledoré et d'autres à Brest; Ale-rini à Cannes; etc.

De Lyon, Charvet m'écrivit, le 2 mai : « Toute la Commission internationale a été arrêtée; ils ont tout saisi, livres, papiers, cartes et le timbre. Nous ne sommes pas découragés pour cela; nous avons nommé immédiatement une nouvelle Commission, mais nous n'avons pas les adresses des correspondants, surtout de Londres; veuillez, je vous prie, me les envoyer par le retour du courrier » (1).

Je répondis par la lettre suivante, datée du 5 mai, qui, saisie plus tard chez Charvet, est imprimée dans un volume d'Oscar Testut :

Amis de Lyon, ne perdez pas courage; c'est le moment de se montrer fermes. En reconstituant une nouvelle Commission, vous avez prouvé que vous êtes des hommes dignes de tenir le drapeau de l'Internationale. Nous sommes avec vous de cœur, en attendant le moment, peut-être prochain, où nous pourrons vous aider d'une autre manière. Voici les adresses des correspondants : pour le Conseil général, Hermann Jung, 6, Charles street, Islington, Londres; pour la Belgique, Eugène Hins, rue des Alexiens, 13, Bruxelles; pour l'Espagne, G. Sentinon, rue Giralt-Pellicer, 5, piso 2°, Barcelone; pour Genève, Charles Peron, rue du Cendrier, 8. Si vous voulez écrire au Conseil fédéral parisien, adressez votre lettre ainsi : Mademoiselle Delesalle (2), rue Monge, 85... Des amis arrivés hier

(1) Lettre publiée — sans la signature, naturellement — dans la *Solidarité* de Neuchâtel du 7 mai.

(2) C'était le nom de famille de Mme Paul Robin.

de Paris m'ont affirmé qu'on s'attend à un mouvement pour le jour du vote, dimanche.

Robin, de son côté, m'écrivait le 3 mai: « Je suis encore là pour te répondre, je ne suis pas arrêté. Le triple ou quadruple complot dont la police s'est réservée la découverte au moment opportun est une manœuvre plébiscitaire. Ces gens-là jouent leur va-tout. Il y a encore tant d'imbéciles que ça fera quelque effet, mais malgré tout leur étoile pâlit. Dans la *Marseillaise* de demain, tu verras le démenti rédigé par le Conseil fédéral parisien et que nous avons tous signé... » (1).

Les mesures arbitraires continuèrent. Néanmoins, les sept millions de *oui* du plébiscite ayant rendu au gouvernement une illusoire sécurité, il se relâcha quelque peu de ses rigueurs, et une partie des révolutionnaires arrêtés furent remis, les uns après les autres, en liberté provisoire.

Dans les derniers jours de mai, un jugement de la 6^e chambre suspendit la *Marseillaise* pour deux mois. Les internationalistes de Paris ne se laissèrent pas abattre; ils décidèrent aussitôt de se créer un organe à eux, et, n'ayant pu trouver d'imprimeur à Paris, ils firent imprimer leur journal à Neuchâtel, en Suisse, à l'imprimerie de la *Solidarité*: le premier numéro du *Socialiste*, organe de la Fédération parisienne de l'Internationale, parut le 11 juin; les numéros envoyés sous bande arrivèrent à leur adresse, mais ceux qui avaient été envoyés en ballots furent saisis. Robin, qui s'était occupé de la rédaction de ce premier numéro, fut arrêté le 12 juin; le journal n'en publia pas moins un second numéro, le 18: mais quelques exemplaires seulement parvinrent à destination. La Commission du *Socialiste* annonça alors qu'elle prendrait d'autres dispositions, et qu'en attendant elle fai-

(1) *Solidarité* du 7 mai.

sait envoyer aux abonnés un journal ami, la *Solidarité*.

Le troisième procès de l'Internationale parisienne s'ouvrit le 22 juin. Il y avait trente-huit prévenus, dont sept absents: dix-neuf étaient inculpés d'être chefs ou fondateurs d'une société secrète, et dix-neuf d'en être de simples membres. Les débats durèrent jusqu'au 5 juillet: sept prévenus furent condamnés à un an de prison pour société secrète (Varlin, Malon, Murat, Johannard, Pindy, Combault et Héliçon); vingt-sept, à deux mois, comme membres d'une société non autorisée; quatre furent acquittés. Varlin, qui avait été le principal accusé, se trouvait toujours en Belgique: mais les nombreuses lettres de lui lues aux audiences tinrent lieu de sa présence; vivantes, hardies, pleines de sens pratique et de vues droites, elles le montrèrent de façon saisissante, dans son action quotidienne de propagandiste et d'organisateur.

*
*
*

Pour la période qui va de la déclaration de guerre (15 juillet 1870) à la fin de la Commune, je donnerai également quelques indications.

La plupart des militants de l'Internationale, en France, étaient sous les verrous; quelques-uns avaient pu néanmoins se soustraire à l'arrestation: plusieurs Lyonnais s'étaient sauvés en Suisse, et, à Paris, trois ou quatre des condamnés du 5 juillet se cachèrent. Puisque la guerre n'avait pu être évitée, malgré les véhémentes protestations du prolétariat socialiste en Allemagne et en France, il ne restait à l'Internationale française qu'une chose à faire: renverser l'Empire, proclamer la République sociale, et offrir la paix à l'Allemagne; puis, si celle-ci refusait, faire, non au peuple allemand, mais au gouvernement allemand, la guerre révolutionnaire, avec l'espoir de trouver dans

les socialistes allemands un puissant appui. La République sociale pouvait être proclamée aussi en Allemagne, et alors la révolution socialiste internationale s'accomplissait.

Le 8 août, tandis qu'un groupe d'internationalistes prévenus de complot comparaisait à Lyon devant un tribunal qui renvoya l'affaire à trois semaines, ceux de Marseille (Alerini, Combe, etc.) faisaient une tentative insurrectionnelle et envahissaient l'hôtel de ville: mais le mouvement fut immédiatement réprimé, et quinze des manifestants furent traduits devant un conseil de guerre. A Paris, un comité d'action s'était formé et avait décidé qu'un mouvement aurait lieu le 9 août, jour de la rentrée du Corps législatif: le Palais-Bourbon serait envahi, et on tenterait une révolution; l'arrestation du chef désigné du mouvement, Pindy, qui eut lieu le matin même du jour fixé, fit avorter ce projet; mais on ne renonça pas à la lutte, et on attendit une nouvelle occasion.

Le dimanche 14 août, le surlendemain de l'entrée d'une armée allemande à Nancy, une poignée de blanquistes faisaient, à la Villette, une tentative qui ne pouvait réussir, et qui n'eut aucun écho.

Dès les premières nouvelles des victoires allemandes, Bakounine, qui voyait clairement tout ce qu'aurait de néfaste pour la civilisation et le socialisme le triomphe de Bismarck et de sa politique, ne songea plus qu'à une chose: aux moyens de déchaîner en France la révolution sociale pour l'opposer à la dictature bismarckienne menaçante. Dans un article de la *Solidarité* (20 août), il critiqua les députés radicaux, qui voulaient « le salut de la France, non par un soulèvement général du peuple, mais par le renforcement de la machine déjà si monstrueuse de l'Etat »; dans une lettre du 27 août, il exposait un plan, développant cette idée que « les moyens réguliers, les armées régu-

lières, ne pouvaient plus sauver la France, et qu'elle ne pouvait trouver de salut que dans un soulèvement populaire »; dans une autre lettre, il s'écriait: « Si dans dix jours il n'y a pas en France de soulèvement populaire, la France est perdue. Oh! si j'étais jeune, je n'écrirais pas de lettres, je serais parmi vous ».

Marx, de son côté, écrivait de Londres à ses amis d'Allemagne ces lignes inspirées par des préoccupations d'un ordre bien différent:

La guerre actuelle ouvre une nouvelle époque de l'histoire; elle a prouvé que, même avec l'exclusion de l'Autriche, l'Allemagne est capable de poursuivre son développement. Que l'Allemagne commence par trouver son unité dans la caserne prussienne, c'est un châtiment qu'elle a pleinement mérité. Mais un but sérieux est atteint. Et si la classe ouvrière allemande ne réussit pas à jouer le rôle historique qui lui est assigné, ce sera de sa faute. *Cette guerre a transféré le centre de gravité du mouvement ouvrier continental de France en Allemagne.*

L'insurrection du 4 septembre, à Paris, en renversant l'Empire, fit croire, un court moment, que le peuple avait le dessus, et qu'une révolution sociale allait galvaniser la France. Fidèle aux engagements pris, la *Solidarité* de Neuchâtel publia, le 5 septembre, un manifeste où on lisait:

L'Empire français vient de crouler dans la honte et dans le sang. La République est proclamée; le peuple français est redevenu maître de ses destinées... Internationaux de l'Allemagne, votre devoir impérieux est de tendre la main à vos frères français: levez-vous donc aussi, et qu'il n'y ait, à Berlin et à Paris, que des frères unis sous le même drapeau et marchant au même combat.

Internationaux du monde entier, ceci est l'aurore du jour nouveau, du jour de la justice qui se lève sur l'humanité. Vive la République sociale universelle!

Le Comité central du Parti ouvrier de la démocratie socialiste d'Allemagne, à Brunswick-Wolfenbüttel, pu-

blia le même jour un manifeste dont voici quelques lignes :

Après vingt ans d'existence honteuse du second Empire, le peuple français s'est relevé et a repris la conduite de ses destinées. Acclamons la République française !

Il est du devoir du peuple allemand d'assurer une paix honorable avec la République française. Il appartient aux travailleurs allemands de déclarer que, dans l'intérêt de la France et de l'Allemagne, ils sont décidés à ne pas tolérer une injure faite au peuple français, après qu'il s'est débarrassé à jamais de l'infâme qui avait troublé la paix...

Jurons de combattre loyalement et de travailler avec nos frères ouvriers de tous les pays civilisés pour la cause commune du prolétariat.

Le numéro de la *Solidarité* fut saisi, la publication ultérieure du journal fut interdite. Les membres du Comité central de Brunswick-Wolfenbüttel furent arrêtés et conduits à la forteresse de Boyen.

Varlin était rentré à Paris, les membres de l'Internationale emprisonnés avaient été remis en liberté. Le Conseil fédéral parisien de l'Internationale, qui avait son siège à la Corderie du Temple, fut immédiatement réorganisé; à côté de lui siégeait, dans le même local, la Chambre fédérale des sociétés ouvrières, qui, dans toutes les circonstances importantes, concertait son action avec celle du Comité fédéral. En outre, il se constitua dans chacun des vingt arrondissements un « Comité de vigilance », formé d'hommes d'action appartenant aux diverses fractions du parti le plus avancé: ces vingt Comités furent reliés entre eux par un « Comité central républicain des vingt arrondissements », qui s'installa, lui aussi, à la Corderie, devenue le foyer du mouvement à Paris. Dans ce Comité central se trouvaient surtout des membres de l'Internationale; au bas de l'affiche rouge qu'il publia le 19 septembre pour demander la levée en masse, l'accélération

de l'armement, et le rationnement, on relève entre autres, à côté du nom de Varlin, ceux de Beslay, Combault, Camélinat, Duval, Ferré, Flourens, Jaclard, Le-français, Malon, Pindy, Pottier, Ranvier, Tridon, Theisz, Vaillant, Vallès. La veille du jour où cette affiche parut, l'investissement complet de la capitale par l'armée allemande était achevé: Paris allait être séparé du reste du monde jusqu'au 28 janvier 1871.

Cependant Bakounine, voulant absolument prendre part de sa personne à l'action révolutionnaire qu'il prêchait, avait quitté Locarno le 9 septembre et arrivait à Lyon le 15. Pendant ce temps s'imprimait à Neuchâtel, à l'imprimerie de la *Solidarité*, sa brochure *Lettres à un Français*, où il avait exposé le programme du mouvement qui se préparait. Des « Comités du Salut de la France » s'étaient organisés à Lyon, à Marseille, à Saint-Etienne, et dans quelques autres villes; ces Comités, après s'être fédérés, rédigèrent un programme révolutionnaire, imprimé sur une affiche rouge qui fut placardée à Lyon le 26 septembre, au nom de la *Fédération révolutionnaire des communes*. On y lisait les résolutions suivantes, que les délégués des Comités fédérés du Salut de la France proposaient à l'adoption du peuple :

La machine administrative et gouvernementale de l'Etat, étant devenue impuissante, est abolie. Le peuple de France rentre en pleine possession de lui-même. — Tous les tribunaux criminels et civils sont suspendus et remplacés par la justice du peuple. — Le paiement de l'impôt et des hypothèques est suspendu. L'impôt est remplacé par les contributions des communes fédérées, prélevées sur les classes riches, proportionnellement aux besoins du salut de la France. — L'Etat, étant déchu, ne pourra plus intervenir dans le paiement des dettes privées. — Toutes les organisations municipales existantes sont cassées et remplacées dans toutes les communes fédérées par des Comités de Salut de la France, qui exerceront tous les

pouvoirs sous le contrôle immédiat du peuple. — Chaque Comité de chef-lieu de département enverra deux délégués pour former la Convention révolutionnaire du Salut de la France. — Cette Convention se réunira immédiatement à l'hôtel de ville de Lyon, comme étant la seconde ville de France et la plus à portée de pourvoir énergiquement à la défense du pays. Cette Convention, appuyée par le peuple entier, sauvera la France. — *Aux armes !*

L'hôtel de ville de Lyon fut occupé le 28 septembre par les révolutionnaires. On sait comment la trahison de Cluseret et la couardise de quelques-uns des signataires de l'affiche firent échouer le mouvement : le soir même, l'hôtel de ville était de nouveau repris par les bataillons de l'ordre bourgeois. Bakounine, un moment prisonnier, mais délivré par ses amis, put échapper au mandat d'amener lancé contre lui par le procureur Andrieux, et se rendre à Marseille, où il resta caché jusqu'au 24 octobre : ce jour-là, désespérant de voir un nouveau mouvement éclater, et « n'ayant plus aucune foi dans la révolution en France » (lettre à Sentinon du 23 octobre), il s'embarqua pour Gênes, avec l'aide du commissaire du port, Lombard (1), afin de retourner à Locarno. Sept jours plus tard, le 31 octobre, à la nouvelle de la trahison de Bazaine, une insurrection éclatait à Marseille, et la Commune révolutionnaire, avec Alerini, Combe, Bastelica, etc., occupait l'hôtel de ville et la préfecture : mais elle ne put se maintenir, et le 4 novembre le préfet Gent, envoyé par Gambetta, faisait rentrer Marseille dans l'obéissance. Le jour même où la Commune de Marseille succombait, il y avait, à

(1) Qui fut, en 1871, condamné à dix ans de travaux forcés pour sa participation au second mouvement communaliste de Marseille. Outre Bakounine, d'autres Russes s'étaient rendus en France pour participer aux tentatives insurrectionnelles : Ross et Ozerof, à Lyon ; Joukovsky, à Marseille. Sentinon était accouru de Barcelone.

Lyon, un nouveau mouvement (4 novembre) : mais il n'aboutit qu'à faire arrêter et proscrire quelques révolutionnaires. Un dernier soubresaut eut lieu à Lyon le 20 décembre, à la nouvelle de la bataille de Nuits : ce jour-là périt le brave militant F. Charvet, assassiné par un officier. Un régime de terreur bourgeoise pesa sur Lyon et Marseille jusqu'en février 1871.

A Paris, dès le 8 octobre, une tentative pour substituer une Commune révolutionnaire au gouvernement dit de la Défense nationale avait été faite : mais « faute d'entente sérieuse des chefs de bataillon de la garde nationale avec les Comités d'arrondissement et le Comité central, elle échoua complètement » (Le-français). Le mouvement du 31 octobre échoua de même. Une dernière insurrection eut lieu le 22 janvier, six jours avant la capitulation. Au nombre des bataillons de gardes nationaux qui marchèrent sur l'hôtel de ville ce jour-là se trouvait un bataillon des Batignolles, dans les rangs duquel était Varlin ; les mobiles bretons, embusqués dans l'hôtel municipal et dans les annexes de l'avenue Victoria, les accueillirent en tirant, des fenêtres blindées : pris entre deux feux, les manifestants furent obligés de battre en retraite, en laissant sur le pavé une centaine de morts.

Aussitôt que les communications de Paris avec l'extérieur furent rétablies, j'écrivis de Neuchâtel à Varlin par l'intermédiaire d'une personne sûre (1^{er} février), pour avoir de ses nouvelles. Ma lettre, en raison des circonstances, des lignes de chemins de fer coupées, et du long circuit à faire, ne lui parvint qu'au bout de vingt jours. On lira sa réponse plus loin.

Une assemblée nationale allait être élue, et devait se réunir à Bordeaux. Les élections étaient fixées au 8 février. Une lettre écrite par moi le 24 février à un ami russe fera voir la façon dont nous envisagions, en la circonstance, la participation à la campagne élec-

torale (Tolain, Malon, Varlin et quelques autres membres de l'Internationale figuraient parmi les candidats); j'y disais :

Tu as envie de savoir mon avis sur la part que doivent prendre nos amis français au mouvement politique ? Mon Dieu, mon cher, tout cela est fort complexe. Il faut être libre de choisir la meilleure tactique. Je pense que tous les moyens sont bons si on peut être réellement utile à la cause. Ce qu'il faut combattre, à mon avis, ce ne sont pas tant les candidatures ouvrières, la participation des ouvriers aux luttes politiques, etc., car tout cela, à un moment donné, peut avoir son utilité. Ce qu'il faut combattre, c'est l'idéal des communistes allemands, ce fameux *Volksstaat*. Ils veulent la candidature ouvrière pour arriver au *Volksstaat*. Pour moi, je suis prêt à accepter les candidatures ouvrières, mais à la condition qu'elles nous mènent à l'an-archie. Or en ce moment, en France, elles ne peuvent avoir que cette dernière signification.

Autrement important que le mouvement électoral était celui qui, à Paris, s'accomplissait à ce même moment pour constituer une *Fédération des bataillons de la garde nationale*. Deux réunions successives de délégués eurent lieu au Tivoli-Vauxhall, le 15 et le 24 février : on y constitua un *Comité central*, qui s'adjoignit quelques membres du Conseil fédéral de l'Internationale. Dans une troisième réunion, le 3 mars, furent votés définitivement les statuts de la Fédération de la garde nationale; sur la proposition de Varlin, la réunion décida que les chefs de tous grades seraient soumis immédiatement à une nouvelle élection; un Comité exécutif fut nommé, dont Varlin fit partie. Enfin, le 15 mars, quatrième assemblée générale, à laquelle Varlin prend part comme membre du Comité central.

Cependant la réponse de Varlin m'était enfin parvenue. Cette lettre et celle du 25 décembre 1869 sont

les seules qui se soient conservées, de toutes celles qu'il m'avait écrites. Je reproduis cette réponse en entier :

Paris, le 20 février 1871.

Mon cher Guillaume, On me communique à l'instant votre lettre; je m'empresse d'y répondre afin de vous rassurer sur nos existences. Tous les internationaux avec lesquels vous avez pu être en relations sont encore vivants; ceux de nos amis qui ont été tués ou blessés, je ne crois pas que vous les connaissiez, si ce n'est P., qui d'ailleurs n'a été que blessé légèrement; il va complètement mieux.

Malon et Tolain sont à Bordeaux comme représentants du peuple; ils ont une rude tâche à accomplir dans une aussi triste assemblée.

Ici, nous aurions voulu que la province continuât la lutte à outrance; nos amis révolutionnaires seraient allés, par tous les moyens possibles, rejoindre Garibaldi et ses valeureux soldats. Mais nous n'osons plus espérer cela.

Je ne suis pas bien sûr que nos lettres parviennent sûrement et sans être lues, aussi je crois que nous devons ajourner les renseignements détaillés que nous aurions à échanger entre nous. Je me contenterai pour aujourd'hui de vous dire que nous avons fait notre devoir à toutes les occasions, et si les traîtres Trochu, Favre et consorts ont réussi à nous livrer après nous avoir vendus depuis longtemps, ce n'est certes pas notre faute, mais bien celle des Parisiens qui ont persisté aveuglément jusqu'au dernier jour à croire en la parole de ces avocats qui, jusqu'au jour de la capitulation, affirmaient constamment qu'ils voulaient *combattre et vaincre ou mourir*, tandis que dès le premier jour ils n'avaient songé qu'à capituler.

Votre lettre me fait espérer que nos amis de Lyon, Marseille et les départements du Midi sont sains et saufs : j'en suis heureux. A bientôt (1). Cordiales poignées de main aux amis.

E. VARLIN.

P.-S. — Votre lettre en date du 1^{er} février n'est arrivée qu'aujourd'hui 20 février.

(1) Hélas! nous ne devons plus nous revoir.

Nous voici arrivés à l'insurrection du 18 mars et à la Commune. Je n'ai pas à raconter les événements de ces deux mois: je veux seulement donner une indication qui fera toucher du doigt, une fois de plus, la manière dont fonctionnait, internationalement, l'organisation secrète à laquelle nous appartenions, Varlin et moi. Et, pour cela, je reproduis un récit que j'ai fait ailleurs :

Le jour même où Bakounine parlait de Locarno pour Florence (où l'appelait une affaire privée), je lisais à Neuchâtel la dépêche, affichée à la porte du château, qui annonçait le mouvement du 18 mars. Le gouvernement avait abandonné Paris, l'hôtel de ville était occupé par le Comité central de la garde nationale. Qu'était-ce que le Comité central ? Au milieu de la liste de ces inconnus, je voyais le nom d'un des nôtres, — justement de celui qui, depuis le Congrès de Bâle, faisait partie de notre intimité, — le nom de Varlin. Qu'allions-nous faire ?

Je télégraphiai à Adhémar Schwitzguébel et à Auguste Spichiger. Ils accoururent. Nous décidâmes d'envoyer sur-le-champ quelqu'un à Varlin, pour savoir de lui le vrai caractère du mouvement, et lui demander ce qu'il attendait de nous. Il fallait que notre émissaire fût un homme non surveillé, qui n'excitât pas les soupçons. Spichiger se chargea de trouver quelqu'un; et le lendemain ou le surlendemain, il m'envoyait un jeune ouvrier guillocheur du Locle, Emile Jacot. Je remis à celui-ci quelques lignes pour Varlin, tracées au crayon sur les feuilles d'un cahier de papier à cigarettes. Le voyage était encore fort long; on n'allait toujours pas directement de Neuchâtel à Paris: Jacot n'arriva que le samedi 25 au matin.

Il se fit indiquer l'hôtel de ville, mais les sentinelles ne l'y laissèrent pas pénétrer. Après avoir inutilement parlé, il finit par s'attabler chez un marchand de vin, dans une rue voisine; là, son air étranger, ses propos et ses questions attirèrent bientôt l'attention, et éveillèrent les soupçons. On alla chercher la garde, et on l'arrêta comme espion. Il déclara qu'il ne parlerait que devant

le Comité central; et c'est ainsi qu'il franchit, entouré de baïonnettes, la porte de cet hôtel de ville dont on lui avait refusé l'entrée.

On l'introduisit dans une pièce attenant à la salle où délibérait le Comité central, et on prévint Varlin, dont notre envoyé avait indiqué le nom: par la porte entr'ouverte, Jacot put voir les membres du Comité assis autour d'une grande table et discutant avec animation. Varlin sortit; après avoir lu mon message, il dit à Jacot que les dépêches nous avaient donné une idée inexacte de la situation; qu'il ne s'agissait pas de révolution internationale; que le mouvement du 18 mars n'avait eu d'autre but que la revendication des franchises municipales de Paris, et que ce but était atteint; que les élections étaient fixées au lendemain 26, et qu'une fois le Conseil municipal élu, le Comité central résignerait ses pouvoirs et tout serait fini.

Jacot quitta Paris le lundi matin, et s'en revint nous apporter cette réponse.

Des mouvements s'étaient produits en province à la nouvelle de celui de Paris. On retrouve à Lyon (22-25 mars) et à Marseille (25 mars-4 avril) la plupart des hommes qui avaient pris part, l'année précédente, aux tentatives des 28 septembre, 31 octobre-4 novembre, etc. Ces insurrections furent promptement étouffées, et Paris resta isolé. L'armée versaillaise attaqua les Parisiens le 2 avril. La confiance optimiste de Varlin, la veille des élections de la Commune, avait été cruellement trompée: il n'avait pas deviné quels plans atroces formait la réaction à Versailles, ni pressenti que de cette « tranquille et belle rivière bleue » dont parlait Vallès dans un article fameux, Thiers, avec la complicité de Bismarck, allait faire un fleuve de sang.

Une fois la lutte engagée entre Versailles et Paris, l'anxiété devint intense dans toute l'Europe chez ceux dont les sympathies allaient aux révolutionnaires.

Partout on cherchait des moyens de prêter à l'héroïque prolétariat parisien une assistance active; et plusieurs, parmi les nôtres, allèrent se joindre aux défenseurs de la cité assiégée par la réaction. Il n'est pas utile de révéler certains détails. Qu'il suffise de reproduire ici deux passages de lettres de Bakounine, qui ont déjà été publiés ailleurs. Le premier est extrait d'une lettre écrite à Ozerof, le 5 avril:

Voilà la lettre à Varlin, pour toi. Je te l'envoie dès maintenant pour le cas où, aiguillonné par notre impatient ami Ross, tu te déciderais à partir pour Paris avant que les circonstances et principalement l'argent m'aient permis de me rendre auprès de vous. J'ai déjà écrit hier à toi et à Ross à ce sujet. La lettre à Varlin devra lui être remise par toi en mains propres. Selon toute probabilité, les Parisiens seront vaincus, mais leur mort ne sera pas inutile, s'ils accomplissent auparavant leur besogne. Qu'en périssant, ils brûlent au moins la moitié de Paris (1). Malheureusement les villes de province, Lyon, Marseille, etc., se montrent aussi pitoyables qu'auparavant, du moins d'après les nouvelles qui me parviennent... Les hommes de talent et d'énergie se réunissent en trop grand nombre à Paris, si bien que je crains même qu'ils ne s'entraient mutuellement; par contre, il n'y a personne en province... James est-il parti, oui ou non ?

L'autre passage est d'une lettre au vieil Ogaref, du 9 avril:

Notre pauvre ami Ozerof, en ce moment, ne fait plus que délirer avec les amis des Montagnes à propos de Paris et de la France. Moi aussi j'ai eu le délire, mais je ne l'ai plus. Je vois trop clairement que l'affaire est perdue. Les Français, même les ouvriers, ne sont pas encore à la hauteur. Il a semblé que la leçon avait été terrible, elle a été encore trop faible. Il leur faut de plus grandes calamités, des secousses plus fortes. Les circonstances sont telles, que

(1) Bakounine est le compatriote de Rostopchine.

cela ne manquera pas, — et alors peut-être le diable s'éveillera-t-il. Mais aussi longtemps qu'il n'est pas réellement éveillé, nous n'avons rien à faire là. Payer les pots cassés par d'autres serait fâcheux et fort désagréable, d'autant plus que ce serait parfaitement inutile. Notre affaire est de nous préparer, de nous organiser, de nous étendre, pour être prêts le jour où le diable s'éveillera. Faire avant ce temps le sacrifice de nos faibles ressources et de nos quelques hommes — notre unique trésor — serait criminel et bête. C'est là mon avis définitif. Je m'efforce (efforce-toi aussi de ton côté) de tout mon pouvoir de retenir nos amis Ozerof et Ross (1), et aussi nos amis des Montagnes. J'ai écrit hier à Adhémar. Dis-le à Ozerof; du reste, il lira lui-même aussi cette lettre.

J'abrège, — et je viens à la catastrophe. Aux jours effroyables de la semaine sanglante et de l'égorgeement des vaincus, Varlin lutta jusqu'à la fin. On sut la mort de Delescluze, celle de Dombrowski, celle de Vermorel; on parla aussi de la sienne: mais nous ne voulions pas y croire, et nous espérions qu'il avait réussi à trouver quelque abri sûr. Lorsqu'au commencement de juillet Adhémar Schwitzguébel se rendit à Paris pour porter des passeports destinés à faciliter l'évasion de quelques survivants de la Commune, il avait reçu le mandat de chercher à découvrir la retraite de Varlin; quinze jours après, notre ami le jeune peintre Gustave Jeanneret partit à son tour pour Paris avec la même mission. La lugubre vérité ne fut connue avec certitude qu'au mois de septembre.

Dès le mois de juin, dans un court écrit dont il voulait faire le préambule de son *Empire knoutogermanique*, Bakounine avait consacré au souvenir de Varlin des pages émues. J'en extrais ces quelques lignes, qui

(1) Ross partit néanmoins pour Paris, avec Valence Lankiewicz (un typographe polonais qui avait pris part au mouvement du 28 septembre, à Lyon). Lankiewicz fut tué sur une barricade.

résument on ne peut mieux l'impression que la belle et pure figure de notre ami avait faite sur l'esprit et sur le cœur de tous ceux qui l'avaient connu :

Les socialistes, à la tête desquels se place naturellement notre ami Varlin, ne formaient dans la Commune qu'une très infime minorité... Je sais que beaucoup reprochent à nos amis de Paris de ne s'être pas montrés suffisamment socialistes dans leur pratique révolutionnaire; [mais,] entre les théories les plus justes et leur mise en pratique, il y a une distance immense qu'on ne franchit pas en quelques jours. Quiconque a eu le bonheur de connaître Varlin, par exemple, pour ne nommer que celui dont la mort est certaine (1), sait combien, en lui et en ses amis, les convictions socialistes ont été passionnées, réfléchies et profondes. Mais précisément parce qu'ils étaient hommes de bonne foi, ils étaient pleins de défiance d'eux-mêmes en présence de l'œuvre immense à laquelle ils avaient voué leur pensée et leur vie : ils se comptaient pour si peu! Ils avaient d'ailleurs cette conviction que, dans la Révolution sociale, diamétralement opposée, en ceci comme dans tout le reste, à la Révolution politique, l'action des individus était presque nulle et l'action spontanée des masses devait être tout.

Varlin avait été fusillé le dimanche 28 mai 1871. S'il avait survécu à la défaite de la Commune, que serait-il arrivé de lui?

Les choses que je viens de raconter permettent de faire à cette question cette réponse irréfragable :

Au Congrès de la Haye, le 7 septembre 1872, Varlin aurait été expulsé de l'Internationale, sur l'ordre de Karl Marx, par la même clique qui expulsa Bakounine.

JAMES GUILLAUME.

(1) Bakounine, dès le premier moment, avait cru à la mort de Varlin, tandis que nous, ses amis plus jeunes, nous espérions encore.

La mort de Varlin

Le récit du Tricolore

Empruntons d'abord à la Liberté, de Bruxelles, le récit d'un journal monarchiste, le Tricolore, reproduit par B. Malon dans son histoire de la Commune (1) :

Varlin, à peine échappé de l'une des dernières barricades (rue Fontaine-au-Roy, 28 mai), où il avait combattu en compagnie de Gambon, Ferré, J.-B. Clément, Géresme, de la Commune, Lacord et un autre membre du Comité central, fut arrêté rue Lafayette, angle du faubourg Saint-Denis, et conduit au supplice à Montmartre. Un journal royaliste fait de sa mort le récit suivant, qui paraît authentique :

« Varlin, arrêté rue Lafayette, avait été conduit à Montmartre.

« La foule grossissait de plus en plus, et l'on arriva avec beaucoup de peine au bas des Buttes-Montmartre, où le prisonnier fut conduit devant un général dont nous n'avons pu retenir le nom; alors l'officier de service chargé de cette triste mission s'avança et causa quelques instants avec le général, qui lui répondit, d'une voix basse et grave : *Là, derrière ce mur.*

« Nous n'avions entendu que ces quatre mots, et quoique nous doutant de leur signification, nous avons voulu voir jusqu'au bout la fin d'un des acteurs de cet affreux drame, que nous avons vu se dérouler devant nos yeux depuis plus de deux mois; mais la vindicte publique en avait décidé autrement. Arrivé à l'endroit désigné, une voix, dont nous n'avons pu reconnaître l'auteur et qui fut immédiatement suivie de beaucoup d'autres, se mit à crier : *Il faut le promener*

(1) *La Troisième défaite du prolétariat français*, pp. 479, 480, 481, 482.

encore, il est trop tôt; une voix seule alors ajoute : *Il faut que justice soit faite rue des Rosiers, où ces misérables ont assassiné les généraux Clément Thomas et Lecomte.*

« Le triste cortège alors se remit en marche, suivi par près de deux mille personnes, dont la moitié appartenant à la population de Montmartre.

« Arrivé rue des Rosiers, l'état-major, ayant son quartier général dans cette rue, s'opposa à l'exécution.

« Il fallut donc, toujours suivi de cette foule augmentant à chaque pas, reprendre le chemin des Buttes-Montmartre. C'était de plus en plus funèbre, car, malgré tous les crimes que cet homme avait pu commettre, *il marchait avec tant de fermeté, sachant le sort qui l'attendait depuis plus d'une heure, que l'on arrivait à souffrir d'une aussi longue agonie.*

« Enfin, le voilà arrivé; on l'adosse au mur et, pendant que l'officier faisait ranger ses hommes, se préparant à commander le feu, le fusil d'un soldat, qui était sans doute mal épaulé, partit, mais le coup rata; immédiatement les autres soldats firent feu, et Varlin n'existait plus.

« Aussitôt après, les soldats, craignant sans doute qu'il ne fût pas mort, se jetèrent sur lui pour l'achever à coups de crosse; mais l'officier leur dit : *Vous voyez bien qu'il est mort, laissez-le!* »

Le rapport du lieutenant Sicre (1)

Paris, le 28 mai 1871.

MON COLONEL,

J'ai l'honneur de vous rendre compte que, dans la journée du 28 mai courant, ayant profité de la permission que vous m'aviez accordée pour aller voir un officier, blessé le 19 janvier dernier, à l'ambulance, rue Saint-Lazare, n° 90 (M. Darnaud, capitaine, de la commune de Roquefixade, Ariège), je fus accosté par un prêtre en bourgeois, chevalier de la Légion d'honneur, qui, me voyant passer, rue Lafayette, me pria d'arrêter, en me le désignant par son nom, le nommé Varlin,

(1) Ce rapport a été publié par Lissagaray, dans un appendice à son *Histoire de la Commune de 1871*.

ex-ministre délégué aux finances de la Commune. (Ce prêtre avait été arrêté par son ordre et fait plus d'un mois de détention sous le vil régime des assassins de la Commune.)

Je me suis empressé de déférer à cette demande et, se voyant reconnu lorsque j'ai marché vers lui, Varlin a cherché à m'échapper, en fuyant et en prenant la rue Cadet; saisi immédiatement au collet, je l'ai maintenu en mon pouvoir et entraîné ainsi jusqu'à la rue de Lafayette, où j'ai requis quelques hommes en armes du 3^e de ligne.

Après lui avoir fait lier solidement les mains derrière le dos, avec une courroie, je l'ai conduit sous bonne escorte à M. le général de division Lavaucoupet, aux Buttes-Montmartre.

Pendant le trajet, il fut reconnu par toutes les personnes qui se trouvaient sur son passage et, arrivé à l'état-major, il n'a pu nier son identité.

Parmi les objets trouvés sur lui, se trouvaient: un portefeuille portant son nom, un porte-monnaie contenant 284 fr. 15, un canif, une montre en argent et la carte de visite du nommé Tridon.

Après avoir été présenté devant M. le général de division, interrogé et ne voulant rien dire, il fut, d'après les ordres du général, conduit par moi et l'escorte près du mur du jardin où furent assassinés, le 19 mars, nos braves généraux Lecomte et Clément Thomas, pour y être fusillé.

La foule, qui avait accompagné et reconnu l'ex-ministre délégué de la Commune, au nombre de 3 à 4.000, ainsi qu'une grande quantité de personnes des environs des Buttes-Montmartre, ont assisté à cette exécution en approuvant de leurs bravos.

Je suis, avec respect, mon Colonel, votre très humble et très obéissant serviteur.

SICRE,

Lieutenant au 67^e de ligne.

La montre de Varlin

Voici un extrait de la plaidoirie prononcée en janvier 1878 par M. Engelhard, président du Conseil général de la Seine,

à l'occasion d'une demande présentée par la famille d'Eugène Varlin, pour faire reconnaître que leur parent avait été fusillé :

« Enfin le rapport du lieutenant Sicre dit que, sur le cadavre, il a été trouvé une montre en argent. Cette montre avait été offerte à Varlin par ses camarades comme témoignage de reconnaissance, et le graveur, dont je produis l'attestation, déclare y avoir gravé ces mots : « A Eugène Varlin, souvenir de ses camarades. » Celui qui a trouvé la montre sur le cadavre l'aura nécessairement ouverte et, dans l'enquête, il pourra déclarer si cette inscription y était gravée.

« Je connais le nom de la personne qui détient cette montre et qui la porte encore aujourd'hui. Je puis même citer un détail singulier. Il y a quelques années, le détenteur de la montre s'est trouvé à un dîner où il fut question des exécutions sommaires faites à Paris lors de l'entrée de l'armée de Versailles. Quelqu'un prononça le nom de Varlin, disant qu'il était réfugié à Londres. L'individu, que je ne veux pas nommer (1), répondit :

« Varlin est bien mort. J'ai assisté à l'exécution, une montre trouvée sur le cadavre atteste son identité. »

« Et alors, tirant une montre de sa poche, il en ouvrit la cuvette et fit lire aux convives terrifiés cette inscription : *A Eugène Varlin, les ouvriers relieurs reconnaissants. (Sensation.)*

« Cet individu, je le répète, je ne veux pas le nommer ; mais si vous ordonnez une enquête il sera appelé ainsi que ceux qui ont lu l'inscription.

« Je n'insisterai pas sur ce point. Le tribunal en comprend la gravité, car il est défendu de dépouiller les morts et il est infâme de se vanter d'une action que toute conscience honnête doit réprouver et flétrir. »

(1) C'est le lieutenant Sicre.



Le Gérant : P. MONATTE.

Imp. Coop. Ouvrière, Villeneuve-St-Georges (S.-et-O.)

Notre Service de Librairie

se charge de fournir à tous nos abonnés et aux organisations tous ouvrages de librairie aux conditions habituelles de remise.

Les Publications récentes

QUESTIONS SOCIALES

G. RENARD: Les Etapes de la Société française au 19 ^e siècle	3 50
L. DUGUIT: Les Transformations du Droit public.....	3 50
M. BROSSÉ: Pourquoi la loi de trois ans serait inutile et inefficace?	0 50
J. FONLUPT-ESPERABER: Etude historique et critique sur le Recrutement et le Salaire des Ouvriers des Arsenaux	5 "
P.-A. CARCANAGUES: Le Mouvement syndicaliste réformiste en France	3 50

DIVERS

L. HOULLEVIGUE: La Matière (Sa vie et ses Transformations)	3 50
L. ANDRÉ: L'assassinat de Paul-Louis Courier	3 50
ALFRED LOISY: Choses passées	3 50

ENSEIGNEMENT

F. CARRÉ: Initiation à la Physique	2 "
G.-M. BESSÈDE: L'instruction sexuelle à l'Ecole et dans la Famille	1 50

ROMANS, LITTÉRATURE, POÉSIE

ROMAIN ROLLAND: Les Tragédies de la Foi.....	3 50
P. LOTI: Turquie agonisante	3 50
A. ROUYEYRE: Visages des Contemporains	3 50
E. LOCKROY: Au hasard de la Vie (Notes et souvenirs)...	3 50
G. MAURIÈRE: Les Terriens.....	0 95
R. GILLOUIN: Essais de critique littéraire et philosophique.	3 50

Rappelons à nos abonnés que les

PETITS BONSHOMMES

sont un excellent petit journal pour enfants fondé par la Ligue de Protection ouvrière de l'Enfance

== Le Prix de l'Abonnement ? ==

Six mois : 2 francs. — Un an : 4 francs

== L'Adresse pour s'abonner ? ==

96, Quai Jemmapes. — PARIS

L'INTERNATIONALE

Documents et Souvenirs (1864-1878)

par JAMES GUILLAUME

TOME I

avec un portrait de CONSTANT MEURON

De 1864 à 1870. Premiers congrès de l'Internationale : Genève, 1866 ; Lausanne, 1867 ; Bruxelles, 1868 ; Bâle, 1869. Premiers congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté : Genève, 1867 ; Berne, 1868. Bakounine et l'Alliance de la Démocratie socialiste. Création de la Fédération romande de l'Internationale et de son organe, *l'Egalité*.

Prix : 4.50. — Prix spécial pour nos abonnés : dans nos bureaux, 3.50 ; franco, 4 »

TOME II

avec un portrait de MICHEL BAKOUNINE

De 1870 à 1872. Scission dans la Fédération romande. La guerre franco-allemande. Bakounine à Lyon. La Commune. Conférence de Londres, septembre 1871. Création de la Fédération jurassienne, novembre 1871. Congrès de la Haye : exclusion de Bakounine et de Guillaume, septembre 1872.

Prix : 6 ». — Prix spécial pour nos abonnés : dans nos bureaux, 4.50 ; franco 5 »

TOME III

avec un portrait de CARLO CAFIERO

De 1872 à 1876. L'Internationale contre le Conseil général : congrès de Saint-Imier. Suppression du Conseil général : congrès de Genève, septembre 1873. Histoire intérieure des fédérations de l'Internationale. Le congrès de Bruxelles, septembre 1874. Dernières années de Bakounine. — Appendice : nouveaux documents sur Bakounine et le congrès de la Haye.

Prix : 5 ». — Prix spécial pour nos abonnés : dans nos bureaux, 3.75 ; franco, 4.25

TOME IV

avec un portrait d'ADHÉMAR SCHWITZGÜEBEL

De 1876 à 1878. Suite de l'histoire intérieure des fédérations de l'Internationale. Mort de Bakounine, juillet 1876. Les derniers congrès de l'Internationale : Berne, 1876 ; Verviers, 1877. Le congrès socialiste universel de Gand, 1877. La prise d'armes de Bénévent. Disparition du *Bulletin* de la Fédération jurassienne, mars 1878.

Prix : 5 ». — Prix spécial pour nos abonnés : dans nos bureaux, 3.75 ; franco, 4.25

L'OUVRAGE COMPLET (les 4 volumes)

Dans nos Bureaux : 15 francs ; franco, 15 fr. 85

Cette œuvre remarquable, la seule publiée jusqu'à ce jour, en France, sur l'Association internationale des Travailleurs, a sa place marquée dans toutes les bibliothèques de syndicats, de groupes d'études et de militants

Imprimerie Coopérative
Ouvrière



Villeneuve-St-Georges
(S.-et-O.)